

CHRONOLOGIE

12 octobre – D'après *Le Monde*, M. Chiao Kuan Hua, vice-ministre chinois des Affaires étrangères, s'est déclaré à Bonn «*préoccupé par l'affaiblissement stratégique de l'Europe sur son flanc méridional en raison de la crise chypriote. Partisan d'une Europe occidentale forte et unie, il se serait inquiété [...] du retrait des forces grecques du commandement de l'OTAN et des événements du Portugal*».

10 octobre – Mobutu [président du Zaïre, ex-Congo] s'entretient avec le chef de la délégation portugaise sur la décolonisation de l'Angola. Parallèlement, l'un des plus importants groupes économiques portugais (Champalimaud*) noue des contacts avec les autorités de Kinshasa.

11 octobre – La police intervient à Porto sur le chantier de l'immeuble de la compagnie d'assurances A Mutual, où les ouvriers du bâtiment travaillant pour l'entreprise Soares da Costa étaient en grève depuis huit semaines ; elle arrête vingt-huit d'entre eux. Les ouvriers s'étaient organisés en piquets rotatifs, expliquant à la population les raisons de leur lutte. De nombreux travailleurs s'étaient solidarisés avec eux, s'intégrant dans les piquets.

12 octobre – L'État décide d'intervenir dans l'administration d'une grande banque commerciale, le Banco Intercontinental Português (BIP), dont la faillite était imminente ; les membres du conseil d'administration de la banque ont été relevés de leurs fonctions et remplacés par des délégués du gouvernement.

[18 octobre – A la suite d'un processus de fermeture de quatre fabriques de vannerie, à Gonçalo (Guarda), les trois cents travailleurs au chômage créent une coopérative de production¹.]

20 octobre – 300 délégués du PC* tiennent leur congrès à Lisbonne. Les statuts du parti sont remaniés. La référence à la «dictature du prolétariat» est supprimée, «*parce que son usage risquerait d'entraîner une incompréhension de l'orientation politique du Parti*», a déclaré Alvaro Cunhal*.

Éditorial du 25 octobre 1974 (*Combate* n° 9)

A Porto, soixante-dix policiers ont encerclé quelques dizaines de grévistes, les ont arrêtés, afin de mettre fin à l'occupation de l'usine Soares da Costa, permettant ainsi au patron de mettre fin à la grève. Autre exemple récent : l'évacuation des grévistes par le MFA*, qui a mis fin à la lutte de la Fédération des communes de Ribatejo.

Ce n'est pas la première fois, depuis le 25 avril, que l'armée ou des forces militarisées attaquent des entreprises en grève, expulsent des travailleurs (le cas le plus connu est celui de la compagnie aérienne TAP) ou le menacent de le faire, comme cela c'est le cas depuis des mois pour la CTT.

Mais à ce moment-là, le MFA n'était pas encore clairement apparu comme une force bien caractérisée: telle une ombre, il planait dans les couloirs du palais présidentiel de Belém et les

¹ Les passages entre crochets sont repris de (ou largement inspirés par) la chronologie de Raquel Varela [2014, 2018], les autres de *Portugal, l'autre combat* (1976) (NdT).

bureaux de la haute finance ou de la haute démocratie. Parce que le MFA n'agissait pas au grand jour, beaucoup de gens, par naïveté ou manque de clairvoyance, en ont conclu que le MFA n'était pas responsable de cette répression contre les travailleurs, ou du moins qu'il était impuissant à l'empêcher. (Mais la situation a évolué, puisque le MFA contrôle maintenant les forces militarisées.) Ce fantôme, comme nous l'appelions dans l'éditorial du numéro 4, apparaît désormais clairement et commence à se définir en public. Les 28 et 29 septembre 1974 marquent la transformation du MFA de fantôme en une réalité palpable. Pour cette raison – au-delà de beaucoup d'autres – cette étape marque peut-être une coupure encore plus importante dans l'évolution des institutions politiques que le 25 avril lui-même.

Si, avec l'emprisonnement de certains des principaux dirigeants de l'ancien régime, le MFA apparaît sur le plan politique comme le libérateur du peuple ; sur le plan économique, il apparaît comme un instrument de l'exploitation lorsqu'il poursuit et développe la répression contre les travailleurs de la CTT, de la TAP, de la Lisnave, de Soares da Costa et de bien d'autres. Libérateur en politique, et ultra-autoritaire en économie – quelle contradiction !

II

Mais est-ce vraiment une contradiction ?

Le MFA est-il un libérateur ou porte-t-il seulement un masque de libérateur ?

Il a arrêté quelques dirigeants du salazarisme et du *marcelismo**, mais a empêché les masses ouvrières de prendre part à ce processus. Il a utilisé des milliers de travailleurs pour mettre en place des barrages routiers, afin de bloquer la sortie des camions et l'entrée d'armes, mais le terrain réel des opérations était ailleurs: dans les débats avec ceux qui détenaient alors la majorité au sein de la Junte de salut national* (Spinola*, Galvão de Melo, [Manuel Diego] Neto*, Silvério Marques*) ; dans l'emprisonnement de certains des chefs politiques du régime renversé le 25 avril 1974 ; dans les conversations entre les chefs du COPCON* et les chefs des partis qui, bien qu'ils prétendent défendre les intérêts des travailleurs, ont jusqu'à présent maintenu secrets non seulement les résultats de ces entretiens, mais aussi leur mise en application. Si les travailleurs furent éloignés du terrain sur lequel se prenaient les décisions politiques, ils furent utilisés comme un instrument supplémentaire sur les barrages routiers, pour être finalement obligés de se soumettre aux décisions de l'armée, grâce à l'intervention du COPCON et aux pressions exercées par divers partis.

Personne ne peut libérer les travailleurs sinon les travailleurs eux-mêmes. La liberté ne se conquiert pas à la télévision, pas plus que la révolution ne se réalise par des moyens audiovisuels. Le critère est simple dans ce monde apparemment complexe de la lutte des classes: soit les masses ouvrières mènent la lutte elles-mêmes, en développant à leur manière de nouvelles formes d'organisation sociale ; soit elles demeurent passives ou restent éloignées des décisions sur les aspects fondamentaux de la lutte. La libération de la vie sociale ne se produira pas, et rien ne se passera, mis à part le passage d'une forme d'État et d'exploitation à de nouvelles formes d'exploitation et d'oppression.

Si nous plaçons côte à côte l'apparente liberté politique introduite par le MFA et son véritable programme économique, que voyons-nous ?

– Les partis politiques sont autorisés, mais ces partis réformistes utilisent tous les moyens – la presse, la radio, les lois et les armes – pour entraver les grèves et les autres luttes des travailleurs.
– La liberté syndicale est promulguée, mais les syndicats sont livrés aux réformistes de manière autoritaire et bureaucratique. Le grand capital portugais souhaite une augmentation relative des salaires, qui lui permettrait, en développant le marché intérieur, d'accroître les investissements et,

partant, de diminuer la monnaie accumulée, limitant ainsi l'inflation. Le MFA voit dans le syndicalisme un moyen d'augmenter le marché intérieur, et un terrain propice à l'union de la classe ouvrière et au renforcement de sa cohésion dans la lutte.

– Le MFA appelle à l'épuration, non pas pour permettre aux salariés² de contrôler davantage leur travail ou pour réduire les hiérarchies, mais, en conservant le même système de travail et les mêmes hiérarchies, pour remplacer les patrons et les administrateurs d'une couleur politique par ceux d'*une autre couleur*. Pour le MFA, l'épuration signifie continuer le régime capitaliste avec d'autres hommes.

– La liberté des colonies est reconnue sur le plan politique, 1) pour que l'État puisse subventionner les grandes entreprises monopolistes avec l'argent qu'il dépensait avant dans les guerres coloniales ; 2, dans l'intention de poursuivre une ligne néocoloniale ; 3) pour rompre son isolement face aux pays d'Asie et d'Afrique, comme d'Europe de l'Est, c'est-à-dire les trois quarts du globe, ce qui augmentera ainsi l'ampleur du marché extérieur du capitalisme portugais.

La liberté politique ainsi promue par le MFA n'est pas contradictoire avec la répression économique qu'il pratique, puisque cette liberté politique (c'est-à-dire le pouvoir de discussion et de décision) est offerte aux classes exploiteuses. Aujourd'hui, dans notre pays, le capitalisme modifie les institutions étatiques, afin de pouvoir poursuivre efficacement l'exploitation économique. On ne peut réorganiser l'appareil d'État sans généraliser les discussions et celles-ci peuvent devenir très aiguës entre les technocrates (les gestionnaires dans les entreprises et les administrateurs de l'État), les capitalistes d'État déjà existants (qui dominent et orientent les entreprises possédées par l'État) et les capitalistes privés. Cette ambiance favorable aux débats signifie que, à l'heure actuelle, le régime est ouvert à ces trois grandes couches d'exploiteurs, et veut élargir sa base sociale par rapport aux régimes précédents. Mais cet élargissement a des limites très précises – là où commence la répression contre les travailleurs.

En fait, cette liberté politique et cette répression économique ne sont pas contradictoires, parce que la liberté politique actuelle est laissée au capitalisme pour discuter de la manière dont l'exploitation économique se déroulera dans un avenir proche.

III

En général, le rôle de l'État dans l'économie capitaliste se développe de plus en plus, transformant ainsi nombre de ceux qui sont aujourd'hui des technocrates (gestionnaires dans les entreprises privées) en capitalistes d'État (organiseurs du travail et de l'exploitation dans les entreprises que s'est appropriées l'État). On parle beaucoup de ces questions – dans la presse bourgeoise, bien sûr, mais aussi dans celle d'une certaine gauche socialiste qui prétend inventer «*une voie originale du Portugal vers le socialisme*» qu'incarnerait le MFA. Il s'agit en fait d'une voie menant au capitalisme d'État et son originalité lusitanienne ne réside pas tant dans ses éléments que dans leur combinaison:

² Bien que *Combate* n'utilise **jamais** le terme «salariés» dans ses éditoriaux mais celui de «travailleurs», je l'ai introduit un certain nombre de fois pour éviter les répétitions (*NdT*).

– Que le développement du capitalisme d’État repose principalement sur l’armée et non sur des partis civils, n’est pas original, comme le montrent les cas du Pérou, du Brésil et de l’Éthiopie³, sans parler d’autres pays africains.

– Le fait que les partis politiques aient donc une fonction secondaire par rapport à l’armée n’est pas original non plus.

– La tentative d’intégration pacifique des grands capitalistes privés dans un système de capitalisme d’État est un petit peu plus originale, même si pas totalement : au lieu d’être des propriétaires privés, ils deviendraient, suite à l’étatisation de leurs entreprises, les gestionnaires principaux des entreprises ou des branches qu’ils dominaient auparavant. La Pologne après 1945, par exemple, ou plus récemment la Birmanie⁴ (entre autres) ont connu un processus similaire. Rien ne garantit que cette intégration pacifique se fera au Portugal. Mais cela pourrait réussir : en effet, le degré de concentration élevé dans certains groupes capitalistes rend la relation entre les principaux actionnaires et la propriété purement formelle, de sorte qu’ils ressemblent davantage à des gestionnaires qu’à des propriétaires privés au sens classique. De plus, la faiblesse de l’économie nationale dans le contexte de la concurrence mondiale signifie que seule une concentration rapide du capital permettra au capitalisme portugais de conserver la place (déjà peu brillante) qu’il occupait. Or, aucun groupe privé portugais n’est suffisamment puissant pour pouvoir procéder à une telle concentration ; seul l’État peut le faire (voir la fusion, projetée à court terme, de toutes les compagnies pétrolières sous contrôle de l’État). D’où l’intérêt que peuvent avoir les capitalistes privés à transformer leurs biens en biens de l’État tant qu’ils assument un rôle dominant au sein de la nouvelle bourgeoisie d’État.

C’est cette voie originale vers le capitalisme d’État qui se dessine au Portugal aujourd’hui et qui a été accélérée les 28 et 29 septembre 1874. La grande bourgeoisie et la technocratie ne sont peut-être pas en mesure de le faire, mais elles y pensent déjà et essaient de l’appliquer – ce qui est un fait historique suffisamment important.

IV

Qu’en est-il de la lutte des travailleurs portugais contre le capitalisme d’État en développement ? Suit-elle le chemin emprunté dans d’autres pays, c’est-à-dire la défaite dans les combats qu’ils ont menés jusqu’à présent ? Ou allons-nous triompher du capitalisme d’État en développement ? – Quelle est donc la situation actuelle en ce moment précis ? comme dirait la presse bourgeoise.

De toute façon, la victoire dans la lutte du prolétariat ne peut jamais être consolidée dans un pays isolé. Seule l’union internationaliste des luttes et leur orientation dans une stratégie commune peuvent garantir le succès.

Cependant, pour nous limiter au Portugal, la lutte actuelle des travailleurs se caractérise fondamentalement par le fait que toutes les expériences d’avant-garde se déroulent en dehors des partis politiques et indépendamment des syndicats réformistes. Pour la première fois, dans ce pays, depuis le début du capitalisme de monopoles, nous voyons un combat général des travailleurs qui

³ Rappelons qu’une dictature militaire a sévi au Brésil entre 1964 et 1985, précédée par la dictature de l’*Estado Novo* de Getulio Vargas entre 1937 et 1945 ; au Pérou, la dictature militaire « progressiste » (!?) dura de 1968 à 1980 ; et en Éthiopie les dictatures militaires se sont succédées de 1962 à 1990, (*NdT*).

⁴ La Birmanie est une dictature depuis 1962, avec quelques intermèdes démocratiques (*NdT*).

ne repose pas principalement sur les partis. Par conséquent, il élargit aux vastes masses les pratiques de lutte et développe ainsi les germes d'une nouvelle organisation sociale communiste, en détruisant les hiérarchies et la division entre ceux qui commandent tout et ceux qui obéissent.

Et au milieu de tout cela, que penser de l'issue de la grève de Soares da Costa (pour ne prendre qu'un exemple parmi tant d'autres) ?

Est-ce une grève perdue ? Non, parce que des dizaines de travailleurs renforcent leur cohésion dans la lutte ; non, parce que c'est une leçon acquise ! Un événement qui nous éclaire beaucoup sur la nature du MFA, son orientation économique et la fonction qu'il accorde aux libertés politiques.

Et finalement, pour la révolution sociale, le plus important ce sont les leçons que nous tirons de nos combats et les pratiques de lutte que nous inventons.

Chronologie

[25 octobre – Les travailleurs prennent en charge la gestion de l'usine Sousa Abreu à Braga en raison d'une faillite frauduleuse provoquée par le patron. L'usine sera vendue aux enchères en mars 1975.)

Les cent cinquante travailleurs de l'usine Alpha occupent l'usine et exigent que les indemnités dues leur soient versées et que leurs postes soient maintenus grâce à la nationalisation de l'usine.

27 octobre : le gouvernement annonce les campagnes de «dynamisation culturelle», menées à bien par la 5^e division de l'État-Major général des forces armées.

30 octobre : à Porto, près de 80 % des débardeurs terrestres cessent le travail, à la suite de l'assemblée générale de leur syndicat, afin que les nouvelles conditions de travail soient respectées.

31 octobre – Les travailleurs de Nutripol, une chaîne d'une dizaine de supermarchés, décident de ne pas déposer à la banque, le lendemain 1^{er} novembre, les recettes provenant des magasins et de conserver cet argent dans les coffres de leurs établissements respectifs. Ils installent pour ce faire des piquets de grève et demandent au ministère du Travail d'intervenir dans la gestion de l'entreprise.]

Éditorial du 8 novembre 1974 (*Combate* n° 10)

Entre le 28 et le 29 septembre, sans expliquer le sens de leurs opérations et sans les consulter, les partis gouvernementaux et le MFA ont utilisé les travailleurs pour expulser de la scène politique trois ou quatre partis d'extrême droite et arrêter quelques-uns de leurs chefs éminents.

Pourquoi ces partis ont-ils été visés ? Pourquoi dissoudre le Parti do Progresso* ou le Partido Liberal* et subsister laisser le CDS*, qui semble, à bien des égards, être le jumeau de ces deux-là ?

Pour deux raisons fondamentales. Premièrement, les partis d'extrême droite qui n'ont pas survécu aux 28 et 29 septembre refusaient de se soumettre au jeu parlementaire que le 25 avril prétend instaurer. Deuxièmement, ils n'ont pas accepté le cours néocolonial du nouveau régime ; puisqu'ils défendent les intérêts des colons dont la fortune dépend de leur présence physique dans les territoires coloniaux, ils ont soutenu et contribué à favoriser les tentatives d'indépendance blanche, de Lourenço Marques à Beira [au Mozambique] en passant par Luanda ou Nova Lisboa [en Angola].

Mais le CDS est différent. Ce parti regroupe une partie des anciens «libéraux» de Caetano* (Xavier Pintado*, par exemple), c'est-à-dire ceux qui n'ont pas rejoint le PPD* – qui lui aussi se dit «démocratique» et «social». Le CDS veut s'insérer dans le jeu parlementaire et promet d'être un

rouage de la future démocratie bourgeoise ; de plus, il ne rejette pas la voie néocoloniale. Le courant de la haute finance qu'il représente n'est pas obligé d'être présent en Afrique – comme les petits fermiers d'origine européenne – pour assurer les bénéfices tirés des capitaux investis dans ce continent.

C'est pourquoi les forces répressives défendent maintenant le CDS, à peine quarante jours après avoir détruit l'extrême droite antiparlementaire et anti-néocoloniale.

Par conséquent, le même COPCON qui, dans le secret de la nuit du 28 au 29 septembre 1974, a contacté certains dirigeants d'extrême gauche et a discuté avec eux, ce même organisme contrôle la police qui tire maintenant des coups de feu, utilise des véhicules blindés, des gaz lacrymogènes et des matraques contre cette même extrême gauche. C'est dans ces milieux qu'on trouvera maintenant les nouveaux prisonniers politiques du régime. Dans la nuit du 28 au 29 septembre 1974, le COPCON et le Gouvernement provisoire ont lancé un appel aux travailleurs et à certains groupes et organisations soi-disant révolutionnaires pour défendre dans la rue la future démocratie bourgeoise parlementaire, mais tout cela à condition de respecter la discipline fixée par les officiers contrôlant le mouvement. C'est maintenant au nom de cette même démocratie bourgeoise que veulent instaurer les capitalistes, les capitaines⁵ et les ministres, que les forces répressives défendent le très parlementaire CDS.

Ils le défendent parce que c'est un parti parlementaire et qu'il a une orientation néo-colonialiste.

Ne voyez-vous pas maintenant à quel point il était erroné d'applaudir la dissolution du Partido do Progresso et du Partido Liberal ? En effet, le bruit de tels applaudissements cache le fait que l'interdiction de ces partis ne visait pas à garantir la libération des travailleurs et la fin de l'exploitation, mais plutôt à préserver la dictature parlementaire des capitalistes.

Le COPCON, le MFA, le Gouvernement provisoire et les partis qui le constituent⁶ – chacun d'entre eux – étaient logiques. Ils ne s'attaquent pas à l'extrême droite et ne défendent pas le CDS – ils défendent la réorganisation démocratique et parlementaire de la machine d'État bourgeoise.

Et nous, que faisons-nous ? Que doivent faire les travailleurs pour être logiques avec leurs intérêts, comme les capitalistes le sont avec les leurs ? Ne critiquons pas uniquement tel ou tel parti du régime, ne les attaquons pas isolément. Montrons-leur que tous, dans un engrenage auquel tous participent, servent à la réorganisation de l'État capitaliste.

Et battons-nous contre l'État capitaliste et l'exploitation bourgeoise.

CHRONOLOGIE

[11 novembre – le ministère de l'Éducation et de la Culture met en place le service civique étudiant (SCE), année intermédiaire avant d'entrer dans l'enseignement supérieur.

12 novembre – Les travailleurs d'Ascensores Abis décident, en réunion plénière, de former une

⁵ Le Mouvement des forces armées s'appela d'abord le «mouvement des capitaines» puisqu'ils en constituèrent les initiateurs et la base sociale (*NdT*).

⁶ A savoir le PCP, le PS, le PPD* et le MPD*, dans le 1^{er} Gouvernement provisoire entre le 25 avril et le 15 mai 1974 ; le PS, le PCP, le PPD et le PDC*, dans le 2^e Gouvernement provisoire entre le 16 mai et le 17 juillet 1974 ; le PS, le PPD et le PCP dans le 3^e Gouvernement provisoire entre le 30 septembre 1974 et le 26 mars 1975 (*NdT*).

coopérative de production.

13 novembre – Les travailleurs de l'entreprise pharmaceutique Novil (qui emploie cinquante travailleurs) occupent l'usine.

Après quatre mois de grèves, les travailleurs d'Antonio Alves, à Torres Novas, signent un accord avec l'entreprise établissant la réouverture de l'usine ce même mois, l'annulation des licenciements effectués après le 25 avril 1974, le paiement des salaires en retard concernant le temps de travail et le temps de grève, des mesures d'épuration à l'encontre de dix-huit travailleurs, la fin des licenciements abusifs pendant trois ans, l'appréciation d'un motif de licenciement par le patron et la commission de travailleurs et l'augmentation de l'indemnisation aux travailleurs (le triple prévu par la loi) en cas de manquement de la part du patron.

Environ deux cents ouvriers métallurgistes de Sacor (Porto), l'une des plus grandes entreprises du pays, font grève pour empêcher le licenciement de six collègues. Ils obtiennent gain de cause.

Environ trois cents travailleurs de l'entreprise française Sado Internacional basée à Setubal font grève. Ils réclament des salaires minimums (différents pour les hommes et pour les femmes), une prime de transport et de repas, une cantine et une crèche. (La grève se poursuit pendant une semaine. La raison de son échec est liée à l'isolement et au manque de soutien aux travailleurs, qui finissent par accepter les conditions proposées par la direction : une petite augmentation de salaire, une prime de transport et la promesse d'une nouvelle cantine.)

14 novembre – Les dockers du port de Lisbonne cessent toute activité, en signe de protestation contre le passage à tabac du président de leur syndicat par des opposants. Environ 3 500 hommes manifestent dans le centre-ville, avant de se rassembler devant le ministère du Travail, afin de soutenir les négociations en cours.

15 novembre – Les travailleurs de la Companhia Nacional de Resinas font grève en vue d'obtenir de meilleures conditions de travail (en particulier dans les domaines de la sécurité et de l'hygiène), des congés, la semaine de quarante heures et un salaire minimum de 6 500 escudos.

Les travailleurs de la teinturerie Portugália occupent les locaux de l'entreprise à la suite du refus définitif de la direction de répondre à leurs revendications salariales présentées en juillet.]

12 novembre – L'hebdomadaire *Expresso* est condamné à une amende de 50 000 escudos pour avoir commenté une interview du chef d'État-Major portant sur la hiérarchie dans l'armée.

[21 novembre – Les ouvrières de l'industrie de la conserve de l'Algarve (Vila Real de Santo Antonio et Olhão) font grève. Elles luttent pour le droit au travail, la prime de Noël et l'abolition du régime de travail les obligeant, au début de leur contrat, à remettre leur carte professionnelle au patron, qui la leur rend à la fin de la saison.]

Éditorial du 22 novembre 1974

(*Combate* n° 11)

Alors que les prix des produits de base continuent à augmenter (cf. le projet d'augmentation des prix des transports publics, qui, évidemment, affectera les plus modestes et les budgets de ceux qui les utilisent le plus – les travailleurs), les menaces de licenciements, sans compter ceux qui ont déjà été effectués, continuent à se généraliser. Les forces politiques prédominantes et les économistes les plus écoutés diffusent l'interprétation suivante : ce serait la faute du boycott économique promu par les patrons et les administrateurs fascistes. Mais ces mêmes individus se contredisent totalement lorsqu'ils ne soutiennent pas les initiatives des

travailleurs qui luttent contre les licenciements. Ceux qui détiennent le pouvoir, et ceux qui se préparent à l'occuper, ont cherché à intégrer pacifiquement les administrateurs des entreprises dans le nouveau régime et ils craignent le développement logique des luttes du prolétariat. Selon cette logique, seuls les fascistes notoires, qui s'opposent politiquement au régime, peuvent être épurés.

LA CRISE PROGRESSE

La crise progresse. Certains secteurs de production débordent d'activité (l'industrie textile) ; d'autres réduisent leurs investissements ; dans d'autres encore, les capitalistes réorganisent les entreprises et licencient les travailleurs, tout en essayant d'augmenter la productivité du travail de ceux qui restent. Pour eux, le taux de profit ne peut pas baisser. Il faut rassembler l'épargne privée au maximum, réduire encore davantage la consommation des travailleurs, essayer de maintenir les prix afin qu'il n'y ait pas de hausses de salaires, attirer les émigrés, c'est-à-dire leur épargne, et souhaiter ardemment que la crise économique dans la partie la plus avancée de l'Europe capitaliste ne provoquera pas un retour massif d'émigrés au Portugal.

LA MILITARISATION DU TRAVAIL

Un service civique est prévu pour les étudiants (quelques milliers) qui ne sont pas admis dans l'enseignement supérieur. En effet, il faut améliorer la qualité des techniciens qui y sont formés afin de rationaliser davantage la production et d'augmenter la productivité du travail ; un tel objectif est incompatible avec un nombre excessif d'étudiants (cf. les explications du Dr. Rui Grácio*, secrétaire d'État à la Culture, à la télévision, concernant le boycott des examens). De cette façon, ceux qui veulent étudier dans l'enseignement supérieur assument un rôle non moins misérable que celui pour lequel ils postulent : être une marchandise dont le prix est encore plus bas que celui d'un travailleur ordinaire.

Certains envisagent de généraliser le travail des forces armées – des soldats – dans la production des entreprises (dans le bâtiment, par exemple, c'est une hypothèse envisagée par l'architecte Nuno Portas*, secrétaire d'État au Logement et au Développement urbain). Désormais, en plus de leurs fonctions habituelles, les soldats sont utilisés davantage dans la production – en tant que briseurs de grève, par exemple – comme en témoigne le décret sur la réquisition militaire des types d'entreprises que l'État peut considérer comme fondamentales pour le «bien public», c'est-à-dire presque toutes. Dans le cas du travail des soldats dans la production, il ne s'agit même pas d'une main d'œuvre bon marché, mais presque d'authentiques «esclaves d'État», esclaves de cette machine omnipotente qui imprègne toute la vie sociale du capitalisme le plus avancé. Les rapports fondés sur l'esclavage s'insèrent dans le circuit de la production capitaliste : l'État nourrit et habille ses travailleurs et s'approprie les marchandises qu'ils produisent.

L'ÉTAT, ÉLÉMENT CLÉ DE LA STRATÉGIE DU CAPITAL

Si, au Portugal, durant la dernière période du fascisme, l'État était déjà le plus grand capitaliste, la situation n'a pas changé avec le 25 avril ou le 28 septembre.

Toutes les tendances politiques et économiques et les groupes d'investisseurs privés les plus importants réclament avec impatience une intervention accrue de l'État dans l'économie. Quels sont ces grands groupes d'investissement privés ?

António Champalimaud, le plus dynamique parmi les capitalistes portugais les plus puissants, a déclaré que, «*aussi paradoxal que cela puisse paraître, il n'était lié à aucun parti politique, parce que, en ce moment, il ne voyait pas la situation se clarifier*».

Mais si la situation n'est pas clarifiée politiquement, ces incertitudes politiques concernent principalement la manière dont sera conduit le processus de décolonisation des trois éléments clés pour la stratégie mondiale du capitalisme : l'Angola*, Cabinda* (que le capital se partage...) et le Cap-Vert*. De plus, puisque les citoyens et les prolétaires de ces régions commencent à réclamer leur autonomie et à exprimer leur révolte en tant que classe opposée au processus d'accumulation capitaliste, les grands groupes privés s'inquiètent de savoir si ces travailleurs deviendront pacifiques et respectueux de l'ordre (ou contesteront le cadre de mesures acceptables et compréhensibles).

Selon Champalimaud, la situation n'est pas claire sur le plan politique. Il envisage les problèmes d'un point de vue essentiellement pratique. Après avoir exploré l'avenir politique du Portugal avec de nombreux courants et personnalités politiques ces dernières années, et avoir observé la solution politique proposée par le MFA et les forces de la gauche réformatrice (celle qui est au pouvoir et celle qui n'y est pas), Champalimaud ne sait pas encore si la vente de la force de travail va se dérouler dans des conditions favorables. Si les syndicats et les partis démocratiques seront en mesure de gérer et de contrôler les revendications et des processus de lutte des travailleurs. Champalimaud s'est déclaré prêt à travailler même sous le communisme (il appelle «communisme» la nationalisation de tous les moyens de production), en tant qu'administrateur technique du capital de l'État, probablement. Champalimaud n'a pas encore identifié ses alliés dans la gestion de l'État. Mais il reconnaît implicitement que toutes les solutions politiques qui donnent la priorité à une meilleure gestion de l'économie – de l'économie capitaliste – se complètent : chacune peut servir son intérêt personnel, en tant que gestionnaire du Capital. Si, pour lui, la situation n'est pas encore politiquement clarifiée, il constate lucidement l'existence d'un terrain d'entente entre les différentes tendances politiques en ce qui concerne la résolution des problèmes économiques.

LA POLITIQUE «ANTIMONOPOLISTE»

La prépondérance politique du MFA est incontestable, tout comme son penchant pour la gauche. La démocratie semble être la solution aux maux politiques de la nation. Mais qu'en est-il de l'économie ? Le CDS revendique d'entrer au gouvernement, et Freitas do Amaral* affirme que la seule chose qui le différencie des partis centristes européens est le fait que son parti soutient les nationalisations. Le PS et le PC réclament l'intervention de l'État dans la vie économique, le contrôle des investissements, la collecte de l'épargne, la réduction de la consommation superflue, *le contrôle des prix et le contrôle des licenciements*. Le gouvernement annonce une politique d'austérité et lance un certain nombre de nationalisations majeures.

La Banque du Portugal nommera bientôt des représentants de l'État au sein des conseils d'administration des banques privées.

Le ministre de l'Économie, Rui Vilar*, s'inspire du programme économique du SEDES*, cette figure de proue des techniciens ayant des sympathies européennes et préoccupés des problèmes concernant la gestion des entreprises dans ce pays. Au moment même où le SEDES publie son programme économique dont la conclusion la plus importante et la plus *précise* est la nécessité d'un *Plan*, le bulletin du MFA (n° 4) a publié une critique virulente contre le ministère de l'Économie et le gouvernement pour avoir été si lents à mettre en œuvre leurs projets. C'est une question de rythme. Le Plan du SEDES n'est pas un plan indicatif, comme l'étaient les plans de développement durant la dernière période du fascisme. Il s'agit d'un plan de mise en

œuvre dans lequel l'État est doté des moyens nécessaires (nationalisations, contrôle du crédit, investissements, participation dans des entreprises où l'État n'est pas encore l'actionnaire le plus important). «*C'est le capitalisme d'État*», a récemment déclaré le ministre Vítor Alves* à un journaliste.

«*Nous devons adapter le pouvoir économique au pouvoir politique*» : cette formule fréquemment répétée dans le bulletin du MFA est souvent reprise par les forces de gauche. «*Nous avons besoin de plus de dynamisme.*» Regardez tous les programmes politiques et économiques, des partis de gouvernement et de ceux qui se proposent de les remplacer, et vous verrez comment ils se disputent sur la vitesse et le **nombre** de nationalisations. Du CDS au programme de nationalisation le plus radical il y a un pas que Champalimaud est prêt à franchir. Il s'agit de ne pas perdre la course. Le capital doit être correctement valorisé.

A propos de l'organisation des activités de l'industrie métallurgique, Torres Campos*, secrétaire d'État à l'Industrie, a déclaré «*qu'elle est déjà la plus importante des activités industrielles portugaises, et celle sur laquelle pourra solidement reposer l'avenir de l'économie portugaise*» et, selon lui, il faut une intervention large et croissante de l'État. Non seulement parce que l'État sera en mesure de diriger et d'exécuter le programme de développement économique vaste et complexe qui est nécessaire dans ce secteur, mais aussi parce qu'il est inacceptable pour l'État qu'un secteur ayant un tel poids économique puisse servir à renforcer la puissance économique des groupes privés, au détriment des intérêts généraux de la nation. Et c'est ainsi que le gouvernement met en œuvre sa «politique anti-monopoles», ce bluff politique utilisé par toutes les forces intéressées au maintien des rapports sociaux capitalistes. L'«antimonopolisme» conduit à la nationalisation, à l'étatisation des monopoles, il s'agit d'une tentative de monopolisation des monopoles. Nous pouvons le prouver. Et si nous avons besoin de prophéties ou de références à de grands maîtres, alors nous citerons une autorité communiste (Engels) : «*Mais ni la transformation en sociétés par actions, ni la transformation en propriété d'État ne supprime la qualité de capital des forces productives. Pour les sociétés par actions, cela est évident. Et l'État moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'État moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'État des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble*»⁷.

LA CRISE INTERNATIONALE DU CAPITAL ET LA LUTTE DES CLASSES

Le capitalisme est poussé à l'extrême et la crise, chaque fois qu'elle survient, appelle des formes plus profondes pour défendre les rapports sociaux capitalistes.

Qu'en est-il des licenciements et de l'inflation ? Comment enlever ces épines douloureusement incrustées dans la peau des travailleurs ? Est-ce une question de réajustement national ? Le taux de chômage aux États-Unis et dans les pays capitalistes les plus avancés progresse et la production industrielle ralentit. Pour la

⁷ Ce passage est extrait de l'*Anti-Dühring*, «Socialisme, II. Notions théoriques», site marxists.org (NdT).

première fois depuis longtemps, le gouvernement américain a utilisé le mot de récession pour décrire la tendance de l'économie.

En présentant son troisième budget en l'espace de quelques mois, le Chancelier de l'Échiquier britannique a déclaré que nous vivions une crise aussi grave que celle des années 1930. Et il a appelé les syndicats à respecter le «*pacte social*». La crise du chômage et la hausse des prix menacent le monde capitaliste. En Espagne, la crise sociale et politique s'aggrave et la lutte du prolétariat s'intensifie. Au Portugal, le gouvernement et les partis démocratiques continuent à nous berner avec leur explication simpliste sur les «patrons fascistes» qui boycottent l'économie. Ils veulent nous convaincre que les problèmes de ce petit pays dépendant sont solubles malgré la crise qui progresse dans tout le système capitaliste, qu'il soit d'État ou privé (voir les hausses de prix en Pologne, par exemple, et les révoltes ouvrières de 1970⁸). Et c'est sur notre dos qu'ils voudront faire retomber tous les coups de la crise.

Dans une période de paix sociale, les travailleurs ne sont rien de plus qu'une marchandise docile, facilement encadrée par les institutions sociales durant le processus de valorisation du capital. Mais, lorsque la crise s'étend, le prolétariat commence à se soulever, ici et là, contre l'ordre établi. Il découvre ses intérêts de classe et les formes de lutte les plus appropriées pour les défendre. Et ce processus le conduit irrésistiblement vers une opposition globale contre toute forme de capitalisme, que les moyens de production soient entre les mains de l'État ou de capitalistes privés.

⁸ En décembre 1970, des émeutes éclatèrent dans le nord du pays, suscitées par une brusque augmentation des prix de la nourriture et des produits de première nécessité. L'armée et la milice intervinrent et tuèrent au moins 42 personnes et en blessèrent des centaines d'autres (*NdT*).

[1^{er} décembre – Manifestation de cinq mille travailleuses de l'industrie de la conserve de Vila Real de Santo Antonio et Olhão à la suite du refus du ministère du Travail de répondre à leurs revendications. Elles déclarent être unies, organisées et prêtes à mener leur lutte jusqu'au bout.]

Éditorial du 6 décembre 1974 (*Combate* n° 12)

LUTTES URBAINES

Un certain nombre de luttes liées au logement se sont développées récemment. Par exemple, les résidents de la rue Dom João IV (à Porto), l'une des antres de la sous-location, ont organisé des piquets pour s'opposer à un ordre d'expulsion. D'autre part, les habitants des logements sociaux luttent contre les règlements municipaux en s'organisant à cet effet en comités de résidents. Dans les habitants des «*ilhas**» [maisonnettes précaires], les habitants refusent d'abandonner leurs baraques en raison de leur emplacement stratégique sur le plan géographique.

Des luttes urbaines éclatent ici et là, précisément là où la majorité de la classe ouvrière est «obligée» de vivre.

En fait, ce n'est pas un hasard si les travailleurs sont expulsés des zones centrales des villes (*ilhas* et sous-locations) et sont obligés de vivre dans les zones périphériques (où se trouvent les logements sociaux des municipalités) dans des maisons construites pour durer quinze ou vingt ans. La recherche d'un profit maximal, qui caractérise le mode de production capitaliste (d'État ou privé), exige que la valeur de la force de travail, payée sous forme de salaire, n'augmente pas de manière «excessive». Il faut donc que les besoins de consommation des travailleurs soient autant que possible réduits au minimum nécessaire à leur survie.

Les travailleurs qui vivent dans les zones périphériques n'accèdent à la ville, centre du «commerce» et de la «culture» par excellence, que le week-end durant lequel ils dépenseront les restes de leur salaire. Elle est à la fois le centre de la consommation et le lieu où est installé tout l'appareil bureaucratique ; par conséquent les terrains prennent rapidement de la valeur. C'est pourquoi la classe ouvrière est expulsée vers la périphérie où sont construits les prétendus «logements sociaux» conçus pour durer quinze ou vingt ans, délai nécessaire à la valorisation de ces terrains.

Non seulement les travailleurs vivent loin du centre-ville, mais leurs logements sont répartis dans les zones périphériques de sorte que leurs collègues ne soient pas concentrés dans le même quartier, ce qui les empêche ainsi de discuter à propos des conflits qui surviennent sur les lieux de production.

Une grande partie du prétendu «*temps libre*» des travailleurs est gaspillée dans des trajets lents et ennuyeux entre leur lieu de travail et leur lieu d'habitation.

Mais, malgré toutes les tentatives d'isolement et de parcellisation des travailleurs, ils ont pu trouver dans leur lutte des formes d'organisation autonomes adaptées à la lutte concrète. Des comités de résidents élus et contrôlés par les habitants de chaque quartier jusqu'à la transformation des centres sociaux* en lieux de discussion de leurs problèmes, les travailleurs se sont opposés à l'isolement imposé par le système et à l'intégration par le pouvoir «démocratique» – voir comment on essaie de remplacer les fonctions des inspecteurs du régime fasciste par les commissions de travailleurs.)

Le Gouvernement provisoire a l'intention de résoudre le problème du logement en demandant aux travailleurs de construire leurs propres maisons sous la surveillance d'employés municipaux. Après une journée de labeur consacrée à la construction des maisons des capitalistes, ou à la fabrication des biens qui seront vendus dans les locaux qu'ils auront bâtis, les travailleurs devraient donc construire, durant leur *«temps libre»*, leurs futurs logements.

Quel est l'objectif du gouvernement en créant les SAALS* (Services de soutien ambulatoire)? Essayer de contrôler la lutte que les ouvriers développent de manière autonome. Après huit heures de boulot dans les usines, le gouvernement a également l'intention de faire venir les travailleurs dans l'industrie du bâtiment, dans les chantiers. etc., afin qu'ils travaillent gratuitement pendant leur temps libre pour édifier leur propre logement.

CHRONOLOGIE

7 décembre – Le Sénat des États-Unis vote l'approbation, dans le programme américain d'aide à l'étranger, d'un crédit de 50 millions de dollars à l'État portugais.

11 décembre – Le COPCON organise des rafles dans tout le pays pour «*combattre la criminalité et les marginaux*».

12 décembre – Le Mouvement populaire de la Révolution du Zaïre⁹ envoie un représentant au congrès du PS.

13 décembre – Accusés de sabotage économique, plusieurs administrateurs du Banco Intercontinental Portugês (BIP) et de la Société financière portugaise (SFP) sont arrêtés. Quelques-uns seront relâchés plus tard, faute de preuves.

14 décembre – Arrêtée à la suite de la manifestation contre le meeting des Jeunesses centristes, une militante du MRPP, en grève de la faim pour protester contre ses conditions de détention, doit être hospitalisée.

Les forces armées incarcèrent les militants de quelques groupes gauchistes dans les prisons où les fonctionnaires de l'ex-PIDE sont eux-mêmes emprisonnés. La plupart de ces militants seront relâchés une ou deux semaines plus tard.

[16 décembre – Les travailleurs de Constain, entreprise de bâtiment spécialisée dans les villas de «luxe», à Almancil (Algarve), luttent contre le gel des salaires depuis le 30 novembre, les conditions de travail déplorables, le licenciement de 113 travailleurs et la menace concernant environ 70 autres travailleurs. Après que le ministère du Travail eut garanti que l'entreprise réalisait des bénéfices, les travailleurs restés sur les lieux de travail sans percevoir leur salaire coupent l'approvisionnement en

⁹ Parti congolais créé en 1967 par Mobutu (*NdT*).

eau et en électricité des villas et des chantiers, à l'exception de l'hôtel, et tiennent des piquets de grève de 24 heures sur ces lieux et dans les bureaux à Faro.]

20 décembre – Le gouvernement prend une série de mesures pour soutenir les PME, comme l'aval de l'État aux emprunts contractés par ces entreprises auprès des banques commerciales, pour le financement de diverses opérations : achat de matières premières importées, paiement des salaires, etc.

**

Éditorial du 20 décembre 1974 (*Combate* n° 13)

Il est rare que nous recevions des nouvelles sur ce qui se passe en Angola et au Mozambique*, sans parler des autres colonies (Macao*, São Tomé* et Timor*), ainsi que sur l'évolution de la République de Guinée*-Bissau après sa pleine indépendance politique¹⁰. C'est presque aussi rare qu'avant le coup d'État du 25 avril, et cela nous montre, entre autres, que le processus de décolonisation politique se déroule, d'un côté comme de l'autre, dans les coulisses. Cependant, un aspect, en raison de son importance, se détache, voir monopolise toute l'attention, dans les nouvelles qui nous parviennent sur ces territoires, notamment en Angola – c'est le banditisme.

Des bandits armés, volent, tuent et violent – tel est le tableau dantesque que l'on nous peint, avec les couleurs du chaos et de la terreur, en Angola. *Les bandits*, bien sûr, sont noirs, et sont manœuvrés par les réactionnaires, principalement blancs. Dans cette distribution de la pigmentation de la peau par les journalistes habituels ou par les politiciens métropolitains, tous «de gauche», et même de la «gauche socialiste», on peut déceler beaucoup de racisme. A certains, les Noirs, on attribue une activité barbare et inconsciente. Aux autres, les Blancs, on attribue la capacité de manipuler les premiers – et ainsi l'Histoire continue en réactualisant la relation maître/esclave, qui devient la relation entre les individus intelligents (blancs) et les personnes ingénues (noires)¹¹.

Mais voyons quelle est la véritable signification du mot «banditisme».

Dans toutes les sociétés où existent l'oppression et l'exploitation, des luttes se développent contre cette oppression et cette exploitation. Il peut s'agir de luttes collectives (des révoltes, si elles sont moins organisées ; des révolutions, si elles sont plus organisées et généralisées). Mais on trouve aussi des formes individuelles de lutte, dans lesquelles des individus cherchent à dépasser les limites

¹⁰ La Guinée-Bissau est devenue pleinement indépendante le 10 septembre 1974, donc deux mois auparavant (*NdT*).

¹¹ Mais le racisme n'est rien d'autre qu'une forme transformée de l'oppression de classe. Quand cela se passe au Portugal, ce sont les ouvriers naïfs qui se laissent tromper par des patrons rusés et ne savent donc pas mener seuls leurs luttes – d'où la nécessité pour ces luttes d'être placées sous la tutelle d'un parti, affirment les bureaucrates «de gauche». Or, disons-nous, si ce sont les partis, et non les travailleurs, qui dirigent directement ces luttes, ces partis se transforment en de nouveaux patrons. C'est ce qui est en train d'arriver.

répressives qu'ils subissent, soit en tant qu'exploités (cf. le vol), soit en tant que personnes sexuellement opprimées (cf. le viol, etc.). Seulement, lorsqu'il existe des formes *collectives* de lutte des exploités et des opprimés, les fondations de la nouvelle société se construisent dans la pratique. Et, quand cette lutte est *purement individuelle*, ces fondations s'élèvent dans le cadre de la société existante et finissent ainsi par renforcer ce cadre. Si des millions de prolétaires volent les biens des capitalistes, en s'en rendant maîtres collectivement, ils construisent le communisme. Mais si un exploité tout seul vole le bien d'un capitaliste, il ne peut que prendre sa place ; l'homme change, mais la fonction antérieure est renforcée.

C'est dans ce cadre que l'on doit discuter du problème du «banditisme» en Angola.

Dans ce pays, le «banditisme» dépasse, et de loin, les taux habituels de banditisme, c'est-à-dire, de lutte individuelle contre l'exploitation et l'oppression. En Angola, le «banditisme» se généralise, s'étend aux campagnes et aux villes ; il implique plusieurs dizaines de milliers d'hommes. Et par sa généralisation, il commence à cesser d'être du banditisme, c'est-à-dire qu'il commence à ne plus être une lutte purement individuelle. Mais, d'un autre côté, les bandits ne sont pas encore organisés entre eux, et, à cette étape, la situation ressemble à du banditisme classique.

En Angola, l'aube de la libération politique a mis en lumière beaucoup de choses, par exemple, la position ouvertement réactionnaire des trois mouvements de libération, ou, au moins, de leurs dirigeants. L'UNITA* est liée aux intérêts des agriculteurs et des capitalistes portugais, nous le savons déjà. Le FNLA* est un agent de l'impérialisme américain et du sous-impérialisme zaïrois ; il veut exproprier les fermiers portugais pour les remplacer par des agriculteurs angolais et zaïrois. Mais le MPLA (c'est-à-dire la direction autour d'Agostinho Neto* et non la faction Chipenda*, ouvertement liée au colonialisme portugais), organise en ce moment des descentes de police pour lutter contre le «banditisme» dans les quartiers noirs. Il ne s'agit pas d'une «autodéfense», ou d'une «*auto-je-ne-sais-quoi*», organisée par les populations de ces quartiers, comme on essaie démagogiquement de nous le présenter ; en effet, la population ne choisit pas ses défenseurs et n'a aucun contrôle sur le processus. Le MPLA envoie ses détachements armés dans les quartiers noirs et les impose aux habitants. C'est la nouvelle police, aimée et chérie par ceux qui ont quelque chose à perdre. Détestée, sans aucun doute, par ceux qui n'ont rien perdre, et tout à gagner.

Le MPLA – à l'instar des partis réformistes de la coalition gouvernementale – souhaite également opérer une distinction entre les luttes que les travailleurs organisent, considérées comme justes et les autres, injustes, réactionnaires, «manipulées» bien sûr ! Ils écrivent : «*Toutefois, les grèves ne doivent être déclenchées que si elles expriment les aspirations de la classe ouvrière. Nous savons tous que les patrons peuvent déclencher des grèves en utilisant des éléments opportunistes [...]*» (*Luta Operária*, MPLA, n° 1, novembre 1974, p. 3). Les inévitables références au «*chaos économique*» ne manquent pas non plus au tableau (*idem*, p. 4).

En vérité, camarades, qui dit grèves, dit exploités en lutte et, s'ils sont exploités, leurs luttes peuvent être plus ou moins bien organisées et aller plus ou moins loin, mais elles sont toujours justes. Ce n'est pas le ministre du Travail, ni son secrétaire, ni le ministre sans portefeuille rattaché au ministre du Travail, ni les Intersyndicales ni les partis – ni même, en Angola, le MPLA ou le ministre Melo Antunes* – qui décident de la justice d'une lutte. Ce sont les travailleurs qui décident si cette lutte est

juste, lorsque la majorité d'entre eux l'approuvent. Et quand une grève éclate, c'est parce que la majorité de la classe dans ce secteur a décidé de mener cette lutte. Inutile de se demander si cette grève est juste ; sa justesse est déjà prouvée par son existence même.

Mais le MPLA veut contrôler les luttes et les mesurer suivant les critères de sa clique dirigeante, tout comme il prétend convaincre les travailleurs que ce n'est pas «à cette étape» mais plutôt «lors d'une autre étape» qu'il faudra exproprier les fermiers portugais. Pour l'instant, les grèves sous tutelle se poursuivent et les agriculteurs portugais continuent à exploiter les autochtones. Et les exploités africains se demandent : Mais c'est cela l'indépendance ? C'est cela le MPLA ? Et puisque les partis n'exproprient pas, les exploités prennent l'initiative des expropriations. C'est cela que les réactionnaires noirs et blancs, les anciens exploités et les aspirants exploités appellent le «banditisme».

Le «banditisme» en Angola n'est rien d'autre que la prise de conscience générale des exploités et des opprimés que les mouvements de libération trahissent leurs intérêts. En septembre, en analysant le changement d'orientation de la politique coloniale proclamé par Spínola dans un célèbre discours, nous avons écrit dans l'Addendum à notre *Manifeste* (n°6 de *Combate*) : «Après le 25 avril, les deux principaux interlocuteurs en Angola et au Mozambique étaient la haute finance néocoloniale et les mouvements de libération. Le développement de la lutte des classes, avec les grandes grèves au Mozambique et la grande lutte urbaine à Luanda a laissé face à face les travailleurs africains, dirigés par la classe ouvrière, et les colons les plus racistes et arriérés. Ainsi, la situation a changé, non seulement pour la Junte de salut national* et sa politique néocolonialiste, [en vertu de l'action des petits et moyens colons, qui débordaient par la droite la haute finance et la Junte]. Elle a également changé pour les mouvements de libération. (...) Les mouvements de libération se sont vus également dépassés par la gauche, par les masses ouvrières qui transformaient, de manière autonome, leur lutte en lutte anticapitaliste».

Le «banditisme» continue et développe cette lutte autonome des travailleurs. Les grèves et le «banditisme» constituent donc le front de la lutte des exploités et des opprimés en Angola.

Dissipons toutes les illusions. Par le biais de la seule propagande idéologique, aucun parti ne réussira à convaincre les exploités de repousser la lutte contre l'exploitation et l'oppression. Ils tentent parfois d'y parvenir par des moyens exclusivement idéologiques, parce qu'ils n'ont pas la force d'utiliser d'autres armes plus efficaces. Tous les partis qui prétendent intensifier la lutte contre l'État et le Capital à travers les étapes prévues dans des programmes avisés, élaborés par les cerveaux avisés de dirigeants avisés – tous ces partis se convertiront bientôt en de nouvelles polices. Derrière chacun de ces «programmes politiques» pointe une matraque.

Personne ne pourra brandir une idéologie pour convaincre les travailleurs africains de repousser la fin de leur exploitation. Ils ne reporteront pas cette lutte. Ils peuvent être vaincus – ce qui est une chose différente. Ils peuvent être vaincus si la lutte contre la propriété, en plus de se généraliser avec les dizaines de milliers de «bandits» qu'elle englobe maintenant, ne devient pas collective, c'est-à-dire, si, sur la base de cette lutte, n'apparaissent pas des formes d'organisation dans lesquelles les exploités cesseront de se battre de façon dispersée et décideront d'affronter toute la classe bourgeoise et la nouvelle bourgeoisie. Et le rôle des ouvriers grévistes dans cette organisation du «banditisme» sera de la plus grande importance.

Ce ne serait pas la première fois que le «banditisme» s'organise en une révolution. Ce fut le cas de toutes les luttes paysannes durant l'ère de développement du capitalisme commercial (aux XVI^e et XVII^e siècles) : la révolte des «Boxers» en Chine au XIX^e siècle ; les grandes révolutions mexicaines au début du XX^e siècle ; les importants processus révolutionnaires au Brésil et dans d'autres pays d'Amérique du Sud ; la révolution dans les campagnes russes au cours de la seconde moitié de l'année 1917 ; la lutte des Mau-Mau au Kenya, et tant d'authentiques révolutions sociales ne sont pas nées des étapes prévues dans des programmes, mais de la lutte réelle et inéluctable contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression.

L'organisation du «banditisme» est, en ce moment, le grand défi, le grand espoir, de la révolution angolaise. Par conséquent, lorsque nos doctes universitaires «de gauche», technocrates candidats à occuper les postes des nouveaux exploités, nous demandent, avec un sourire aux lèvres et le terrible aveuglement qui les empêche de voir la puissance des phénomènes sociaux – «Mais alors, si vous êtes contre le colonialisme et contre les mouvements de libération, qui soutenez-vous ?», nous répondons :

Nous soutenons les bandits.

CHRONOLOGIE

[21 décembre – Du 21 au 27 décembre, un millier de travailleurs de la TAP se rassemblent devant le bâtiment 25, afin d'empêcher la direction d'entrer dans le cas où elle s'opposerait à la délibération prise dans une précédente assemblée générale de travailleurs : les travailleurs licenciés doivent se présenter au travail le 6 janvier.

23 décembre : les travailleurs de Grão-Pará occupent les bureaux et demandent au gouvernement d'intervenir dans l'entreprise.]

27 décembre – Le ministre de l'Éducation décide l'annulation des inscriptions en première année dans toutes les universités portugaises. Le «service civique», pris en compte sur le temps du service militaire, organise le travail des étudiants surtout dans les zones rurales.

30 décembre – Dans un communiqué, un groupe d'appelés proteste contre la vague d'arrestations qui a suivi en décembre les réunions tenues à Mafra, fin novembre, avec pour objet les problèmes des appelés et l'élaboration de leurs revendications. Début décembre, cinq cents appelés avaient été renvoyés chez eux et dégradés.

Protestant contre les étrennes distribuées par l'administration aux ingénieurs et cadres supérieurs de l'entreprise Siderurgia nacional, les ouvriers leur ont interdit durant trois jours l'accès des lieux de travail, tout en maintenant la production.

2 janvier 1975 – Parution du premier numéro du Bulletin d'information des réunions de travailleurs inter-entreprises, qui déclare notamment dans son éditorial: «Avec le développement des luttes après le 25 avril, on a pu vérifier l'éloignement et le sabotage des syndicats et des partis qui se réclamaient des classes laborieuses, et la nécessité est apparue de contacts et d'échanges d'expériences entre camarades en lutte.»

Éditorial du 3 janvier 1975

(*Combate* n° 14)

COMBATTRE LE CAPITALISME D'ÉTAT

Le 13 décembre 1974, le gouvernement a ordonné l'arrestation d'une douzaine de grands capitalistes et gestionnaires haut placés. Cet acte a été présenté comme une mesure visant à protéger l'économie nationale contre le sabotage.

Un mois s'est écoulé depuis cet événement : les prix continuent d'augmenter et nous continuons à nous serrer la ceinture ; l'exploitation se poursuit comme avant ; de nombreux travailleurs qui étaient euphoriques à l'annonce de cette mesure gouvernementale l'ont sans doute déjà réduite à ses véritables proportions – ou, au moins, à des proportions plus modestes...

L'euphorie qui saisit la plupart des travailleurs lorsque les gouvernants prennent certaines mesures, les espoirs qui s'épanouissent alors, peuvent s'expliquer. Habités à obéir, à être opprimés et à vivre sous le joug d'une machine étatique si imposant qu'ils n'osaient même pas regarder en face, les travailleurs se sont également habitués à considérer cet État comme une force quasi divine, qui distille la terreur, mais d'où peut aussi provenir l'espoir d'un salut. Est-ce une mauvaise chose ? En fait, pas du tout ! Plus les travailleurs espèrent aujourd'hui que l'État, ou n'importe quelle organisation extérieure à la classe ouvrière, peut résoudre leurs problèmes, mieux ils lutteront demain contre l'État et toutes ses institutions, lorsque ces espoirs s'effondreront et qu'ils verront que l'appareil d'État ne leur apporte que l'oppression et de plus en plus d'exploitation.

Puisqu'un espoir supplémentaire s'est effondré, profitons-en pour analyser la véritable signification de ces emprisonnements.

ANALYSE

Cette douzaine de noms se répartit entre deux groupes économiques. Le premier est le groupe de Sarmiento Rodrigues*. Le second est le groupe de Jorge de Brito*.

Le groupe de Sarmiento Rodrigues est ici attaqué davantage pour des raisons politiques que pour des raisons économiques. Ou plutôt : les raisons économiques seraient insuffisantes pour l'attaquer de cette manière si des raisons politiques n'entraient pas en ligne de compte. L'amiral Sarmiento Rodrigues*, ancien gouverneur du Mozambique, partisan de longue date d'une politique néo-colonialiste que Caetano*, puis Spínola*, cherchèrent à appliquer, est le grand maître des francs-maçons. et l'un des tuteurs politiques d'Adelino da Palma Carlos* (le Premier ministre du Premier Gouvernement provisoire). Sarmiento Rodrigues est peut-être l'un des soutiens les plus importants du groupe de Spínola, dans la mesure où, mieux que quiconque, il sait établir des contacts simultanés avec les «*marcelistas*» [partisans de Marcel Caetano], avec certains clans de l'armée, avec des groupes colonialistes, etc. En outre, ses liens avec la mafia (les 800 000 escudos que le groupe Torralta* a trouvés à la dernière minute ont été prêtés par la Maffia), où convergent non seulement la CIA mais aussi les principaux groupes de l'extrême droite, qui ont fait de l'Italie leur quartier général, tous ces éléments font de Sarmiento Rodrigues un élément particulièrement indésirable à un moment où le marché portugais est disputé par le bloc impérialiste de l'URSS (même s'il ne tient aucun compte des grèves des pêcheurs, par exemple – ou précisément en raison de cet avantage pour les capitalistes...). En bref, la dissolution du groupe de Rodrigues

s'explique davantage par des raisons politiques préélectorales que par des raisons économiques.

Qu'en est-il de l'arrestation des patrons du groupe Jorge de Brito ? Cette étape avait déjà été préparée quand, il y a quelques mois, le gouvernement avait mis sous tutelle le Banco Intercontinental Português et le Crédito Predial, détenus majoritairement par ce capitaliste. Mais le fait que Jorge de Brito soit attaqué et pas les autres grands capitalistes portugais – Melo*, Champalimaud*, Quina, Cupertino*, Espírito Santo*, en particulier – est effectivement curieux. Jorge de Brito joue avec les transferts de capitaux vers l'étranger, dit-on. Et les autres capitalistes, que font-ils d'autre ? Cela semble inévitable qu'ils agissent ainsi puisque les rapports capitalistes de production se sont mondialisés. Le capital est désormais international et compte désormais deux grands pôles de concentration (l'URSS et les États-Unis) ou peut-être trois. La mobilité du capital est la conséquence pratique inéluctable de cette situation objective. Il existe plusieurs façons de procéder et Jorge de Brito en a choisi une qui ne plaît pas au régime actuel et au type de capitalisme qu'il cherche à établir. Mais d'autres capitalistes, à savoir Quina et Espírito Santo, agissent de la même manière. Pourquoi alors a-t-on choisi Jorge de Brito ? Parce que Jorge de Brito était le seul des participants à la spéculation boursière qui, depuis la dernière grande poussée inflationniste, a réussi à atteindre une position relativement notable. Sa concurrence était donc irritante pour les «anciens» capitalistes susmentionnés, qui avaient régné en maître au cours des vingt dernières années.

Signalons un autre facteur. Pendant environ trois ans, Jorge de Brito a été effectivement contrôlé par António Champalimaud (les prêts à Jorge de Brito passaient par le Banco Pinto e Sotto Mayor, par exemple). En se débarrassant de Jorge de Brito, tous les capitalistes, y compris Champalimaud, se débarrassent d'un concurrent que les vagues de la spéculation avaient propulsé au premier rang ; de plus Melo (la CUF) avance un autre pion pour encercler son rival le plus direct et le plus dangereux : António Champalimaud. Dans le gouvernement actuel, le ministre de l'Économie et celui des Finances agissent dans l'orbite de Jorge de Melo (rappelez-vous le décret de l'été dernier qui prétendait étatiser, «nationaliser», l'entreprise Siderurgia Nacional* qui appartient au groupe Champalimaud, pour le bénéfice direct et exclusif de son principal concurrent dans l'industrie métallurgique, la CUF. Ensuite, Champalimaud a réussi à empêcher l'exécution de ce décret.

L'argument du gouvernement selon lequel, en emprisonnant Jorge de Brito, on évite le sabotage de la production, est vraiment mal choisi ! En effet, ce monsieur ne contrôle *aucune* unité de production, aucune usine, aucune industrie ! Jorge de Brito a fait fortune en spéculant et il a amassé un capital purement monétaire. Même s'il défend la production capitaliste, c'est un capitaliste sans usine, et il est déjà sous le contrôle d'un autre capitaliste... que le MFA a choisi ! Les gouvernants et le MFA prennent-ils l'ensemble de la population de ce pays pour des imbéciles ?

En bref : l'attaque contre l'un des grands groupes capitalistes est due à des motifs essentiellement politiques. L'élimination de l'autre groupe est due à des motifs économiques : la lutte entre de vieux capitalistes contre un nouveau ; et la lutte déjà ancienne entre le groupe de la CUF et le groupe Champalimaud.

QUELQUES CONSIDÉRATIONS

On nous objectera : «*On ne peut effectuer une telle analyse que si l'on connaît les tenants et les aboutissants de cette histoire. Or, vous ne les connaissez pas.*»

Même si nous ne les connaissons pas en détail, nous connaissons l'État et savons à quoi il sert. Nous savons que les travailleurs ne se battent pas contre Rodrigues ou Brito, mais contre l'exploitation et l'oppression capitalistes auxquelles ils sont soumis, avec Sarmiento Rodrigues et Jorge de Brito, ou sans Sarmiento et Jorge.

Les rapports de production ont-ils changé dans le groupe Torralta ? Elle a maintenant un comité de gestion dont font même partie ces Messieurs de la «gauche socialiste». Et alors ? Cela signifie seulement que, comme avant, certains travaillent et d'autres dirigent la production. Certains produisent de la plus-value, tandis que d'autres déterminent son application ; en clair, ils se l'approprient puisqu'ils peuvent décider de son utilisation. L'exploitation continue comme avant ; elle s'accroît même un peu plus parce que les gestionnaires de Torralta veulent maintenant enlever aux travailleurs les quelques droits qu'ils avaient conquis en menant une lutte acharnée et en faisant de grands sacrifices.

Nous avons écrit dans le numéro 11, quelques jours avant l'emprisonnement de Sarmiento Rodrigues [à la fois vice-amiral et administrateur du groupe Torralta, *NdT*] : «*Nous savons qu'ils envisagent de faire entrer Torralta dans le secteur public (la «nationaliser») en ne payant pas les salaires, jusqu'à l'adoption de cette mesure. [...] Capitalisme privé ou capitalisme d'État – ce sont toujours les travailleurs qui paient la note. JUSQU'À QUAND ?*»

Et comme pour le Banco Intercontinental Portugês et le Crédito Predial, les rapports de production qu'ils incarnent ont-ils changé ? Depuis le développement des monopoles au début du siècle, les banques sont le cerveau du système capitaliste, le centre supérieur d'orientation de l'exploitation. Ce caractère de centre d'exploitation se renforce inéluctablement lorsque les entreprises tombent entre les mains de l'État, appareil le plus central et le plus centralisateur de tous les appareils du capitalisme.

Ici se trouve le point essentiel. Les changements dans le groupe Torralta et le Banco Intercontinental Portugês ne signifient que le développement du capitalisme d'État.

Nous avons écrit dans l'éditorial du numéro 9, et aussi dans celui du numéro 11, que le projet de capitalisme d'État soutenu par le MFA et les partis de la coalition gouvernementale cherche à intégrer les capitalistes privés eux-mêmes dans ce capitalisme d'État, en leur garantissant le statut de gestionnaires principaux de la production. Nous ne reviendrons pas ici sur les *raisons* économiques qui sous-tendent cette tentative du régime actuel, ni sur les formes institutionnelles que cela implique. Et l'avenir, en fonction de la position des capitalistes privés *et de la lutte du prolétariat contre le capitalisme, privé ou étatique*, nous dira si l'économie portugaise peut évoluer dans cette direction. Pour l'instant, en s'attaquant à ces deux grands groupes, le gouvernement laisse intacts les plus importants groupes monopolistes privés (et même, dans le cas de l'emprisonnement de Jorge de Brito¹², il favorise certains d'entre eux, notamment le groupe Mello). Mais il fait également planer une certaine menace, ou plutôt un certain malaise. Il espère ainsi que nos capitalistes

¹² Il resta 19 mois en prison sans être inculpé puis se réfugia en Suisse, en partie «ruiné» (*NdT*).

privés soutiendront plus facilement leur conversion en capitalistes (= gestionnaires) d'État...

... Pour le plus grand salut et la gloire de l'exploitation capitaliste.

DEUX CRITIQUES TRÈS JUSTES

Rappelons maintenant le climat euphorique qui régnait il y a un mois. Nous n'avions pas été surpris que le CDE-MDP* parade à grand renfort de pétards et de tracts pour annoncer bruyamment que nous allions bientôt passer au socialisme en empruntant la voie du capitalisme d'État. C'est à cela que sert ce parti. C'est la grande agence de publicité du MFA.

Mais l'euphorie était plus générale. Elle fut trop, *beaucoup trop* générale.

Ne parlons pas de ceux – si nombreux – groupes, partis, journaux etc., qui, bien qu'ils soient favorables à de telles mesures, ne les approuvent pas publiquement parce qu'ils veulent *les prendre eux-mêmes* – et ne pas en laisser le crédit aux dirigeants actuels. Il s'agit d'une simple lutte entre les candidats au pouvoir.

Des groupes qui prétendent défendre l'autonomie des travailleurs de base et qui ont affirmé que seule cette autonomie à la base peut construire le socialisme, ont écrit à l'époque qu'ils soutenaient «*les mesures progressistes prises par le MFA le 13 décembre*» 1974 et que «*des mesures comme celles-ci ont toujours été dans l'esprit de cette organisation révolutionnaire*» – a déclaré la LUAR*. Des partis tels que le PRP, qui sont de fervents défenseurs de cette autonomie de la base, et dans certains cas la pratiquent, ont mélangé lamentablement leurs critiques passées avec leurs éloges actuels et ils ont affirmé que ces arrestations marquaient «*une étape décisive pour le MFA qui contribuera à bloquer l'action des exploiters et les manœuvres de la bourgeoisie*». Tentant de prendre leurs distances avec ce même MFA, ils ont ajouté que «*lorsque des mesures de ce type sont prises, il faut aller jusqu'au bout*». Mais l'aboutissement de ces mesures est le capitalisme d'État. La fonction des révolutionnaires n'est pas d'accélérer la conversion de l'État en un patron unique, mais plutôt celui d'opposer le communisme au capitalisme d'État.

D'un côté, nous voyons la théorie aborder des questions générales et abstraites ; de l'autre, nous assistons à la confrontation avec la réalité, aux aléas du concret, aux petites mésaventures quotidiennes ; et là, les théories et les déclarations de principes s'évaporent. Il ne reste plus que l'euphorie. Les applaudissements pour l'État. La bénédiction du capitalisme d'État.

La grande lutte menée par le prolétariat aujourd'hui, non seulement au Portugal mais dans toutes les régions du monde, c'est la lutte contre le capitalisme d'État. Dans le cas particulier du Portugal, c'est la lutte contre la transformation du capitalisme privé en capitalisme d'État, et contre la politique du capitalisme d'État déjà existant. Et dans cette lutte, *aucun* des partis ou organisations politiques n'a été d'une quelconque utilité. Pire : dans ces moments critiques, avec l'euphorie qui révèle leur subordination à l'État et au capitalisme, tous sèment encore plus la confusion, pour mieux camoufler la présence des nouveaux exploiters, pour aider à ce que s'achève la reconversion moderne du capitalisme.

Et, camarades, nos remarques ne sont pas des réflexions idéologiques sur une question grave qui se poserait seulement à long terme.

Le problème grave est déjà là.

CHRONOLOGIE

8 janvier — L'État lance un emprunt national d'environ 2 milliards de francs.

8 janvier — A Casal Ventoso, un quartier de bidonvilles de Lisbonne, où aucun flic n'avait jusqu'alors réussi à pénétrer avant le 25 avril, 600 parachutistes encerclent le quartier et déclenchent une rafle monstre.

[9 janvier — Les travailleurs de l'usine João Antonio Nina Duarte, à Covilhã, décident d'occuper les locaux car ils ne perçoivent pas de treizième mois ni de congés payés ni même, depuis plus d'un mois, leurs salaires.

Chez Scantexo Confecções, à Matosinhos, environ trois cents travailleurs décident de cesser le travail car les salaires de décembre ne leur ont pas été versés.]

11 janvier — Des élections sont organisées pour la direction nationale du Syndicat des Postes. La liste B, essentiellement constituée par l'ancien comité de grève, l'emporte sur la liste A, soutenue par le PC.

14 janvier — L'*Intersindical*, le PC, le MDP et le MES* organisent une manifestation à Lisbonne en faveur de la création d'une confédération syndicale unique. Le PS défendait pour sa part le principe de la pluralité syndicale. Le MFA tranche en faveur d'une confédération unique. A partir de cette étape, le PS s'autonomise de plus en plus par rapport à son allié stalinien, en s'appuyant à la fois sur les États-Unis et la social-démocratie européenne.

Éditorial du 17 janvier 1975 (*Combate* n° 15)

BILAN DE SIX MOIS DE LUTTE

Signification actuelle des syndicats actuelle

Tous les camarades qui connaissent un peu l'histoire du mouvement ouvrier ont sûrement remarqué que, jusqu'au développement des grands monopoles au début du XX^e siècle, les syndicats étaient de véritables organisations de travailleurs et leur servaient d'armes dans la lutte contre le Capital. Au Portugal, où les grands monopoles n'ont dominé la vie économique qu'après l'avènement du régime de Salazar. L'ancienne centrale syndicale, la Confederação Geral do Trabalho* (CGT) défendit de façon intransigeante l'émancipation des travailleurs, jusqu'à ce qu'elle soit dissoute par le fascisme. Dans les pays industrialisés, qui ont vu s'instaurer la domination des monopoles quelques décennies avant le Portugal, l'extinction des anciens syndicats de travailleurs a eu lieu plus tôt.

D'une manière rapide et violente, comme au Portugal, ou à travers une transition pacifique et plus lente, comme en France, par exemple, les syndicats ont cessé d'être l'instrument de la lutte des travailleurs sur les lieux de production et sont devenus les organisations au travers desquelles les planificateurs économiques des grands monopoles organisent les travailleurs en fonction des intérêts des grands secteurs capitalistes de production. Le syndicat a cessé d'être l'organisation des ouvriers dans leur résistance contre le Capital, il est devenu la grande forme d'encadrement des salariés sous le capitalisme. Dans le cas du fascisme portugais, non seulement la nature du syndicat en tant qu'organisation de masse a été concrètement éliminée, mais le régime a créé des organismes annexes aux syndicats tels que l'Institut national du travail, qui étaient l'élément essentiel de la structure syndicale et servait à planifier le travail.

Pour des raisons technologiques, économiques et même sociales, le capitalisme est entré dans une phase de planification avec les monopoles. Et de même que les capitalistes ont des organismes spéciaux pour planifier la production et la

circulation des produits, de même ils disposent d'organismes qui planifient la répartition de la force de travail et son niveau de salaire. Ces organismes sont les syndicats actuels. Le dirigeant syndical d'aujourd'hui est le technocrate de la planification du travail.

Ce processus, qui s'est produit sous le régime fasciste, continue après le 25 avril. A l'époque de Salazar et de Caetano, les syndicats et leur structure annexe étaient, nous le savons tous, des organes du gouvernement bourgeois fasciste. Aujourd'hui, les syndicats sont un organe d'un gouvernement bourgeois pro-parlementaire. Dans les deux cas, il s'agit d'une partie de l'appareil d'État. Ils ne sont jamais un instrument de la lutte prolétarienne. Combien de camarades ont déjà participé à des commissions de travailleurs et été invités au ministère du Travail ?

Qui voit-on dans ces réunions ? Le bras droit du ministre, représentant officieux de tous les patrons (des patrons en tant que classe) auprès des travailleurs, et le délégué de l'Intersyndicale qui lui chuchote des conseils à l'oreille. Sa fonction n'est pas de défendre les intérêts de la classe ouvrière, mais d'informer le ministre et les patrons sur la manière la plus pacifique dont ils peuvent essayer de tromper les travailleurs.

Ce rôle du syndicat en tant qu'organe de la planification capitaliste du travail n'est pas uniquement dû au fait que des réactionnaires font partie de la clique dirigeante des syndicats et de l'Intersyndicale, ou au désir de la plupart des groupuscules actuels d'en prendre la direction. Le mal ne réside pas seulement dans le fait qu'une demi-douzaine de réactionnaires dirigent les syndicats. Il réside dans la structure même des syndicats. A tel point que dans les rares cas où les syndicats sont dirigés par des travailleurs révolutionnaires, leurs possibilités restent extrêmement limitées.

Le caractère réactionnaire des syndicats est fondamentalement dû au fait qu'ils veulent diriger les luttes ouvrières. D'autres causes interviennent, subordonnées à celles-ci et elles sont moins compréhensibles à cette étape actuelle de la lutte des classes dans notre pays. Nous ne considérerons donc que cet aspect principal, afin de ne pas nous étendre trop longuement sur ce sujet.

Les dirigeants syndicaux pensent qu'ils peuvent mener les luttes indépendamment de l'opinion des travailleurs, sans même les en informer, parce que, disent-ils, les travailleurs leur ont délégué ce pouvoir. Si nous ne nous laissons pas abuser par les mots, nous pouvons voir que la «délégation de pouvoir» est une farce sans signification. C'est la bourgeoisie qui fonde ses structures étatiques sur cette idéologie, notamment la bourgeoisie parlementaire. Mais qu'est-ce que le pouvoir ? Le pouvoir, on l'a, ou on ne l'a pas, et quand on le délègue... on ne l'a plus. Quand des ouvriers d'une entreprise décident collectivement de leur lutte, alors ils gardent le pouvoir de décision entre leurs mains et développent ainsi leur cohésion et leur capacité d'organisation ; parce qu'ils sont actifs en permanence, leur compréhension de nombreux aspects de la réalité augmente ; des formes d'organisation collective et communautaire se développent et, dans ces formes, germe la société communiste. Mais si le pouvoir de décision et d'action est retiré aux masses, à travers le mythe de la «délégation» ou d'un autre mythe, elles tombent dans la passivité et sont donc incapables de développer des formes sociales antagoniques à la société bourgeoise. Priver les masses prolétariennes d'agir et de prendre l'initiative est toujours un moyen de perpétuer la société bourgeoise.

Au Portugal, à travers l'expérience de la lutte, la grande majorité des travailleurs ont vu clairement que les syndicats perpétuaient la dépendance vis-à-vis de l'État qu'ils entretenaient avant le 25 avril. Cette compréhension a été facilitée par le fait qu'ils ont été créés de haut en bas, dans le cadre d'un processus purement bureaucratique, et que, le plus souvent, la structure organisationnelle est restée intacte.

Le dépassement des syndicats par les commissions de travailleurs

Face à cet éloignement complet des syndicats par rapport aux masses, les ouvriers ont créé un autre type d'organisation : les commissions de travailleurs. En quelques mois, elles sont apparues dans presque toutes les entreprises en lutte, au cours d'un processus large et très rapide. Ce développement des commissions de travailleurs est le signe le plus évident du discrédit dans lequel sont tombés les syndicats. Mais cela signifie-t-il, comme pourrait le croire un observateur relativement superficiel, que la démocratie règne dans la conduite des luttes ouvrières et que les masses travailleuses elles-mêmes ont l'initiative et le pouvoir dans la lutte contre le Capital ?

Nous en sommes très loin...

Limites des commissions de travailleurs actuelles

Nous sommes loin du compte parce que cette démocratie formelle est presque toujours démentie lorsqu'on analyse la réalité des faits.

Dans de nombreux cas, la commission de travailleurs agit seulement comme l'intermédiaire entre le syndicat et les salariés ; si cela démontre l'extériorité du syndicat par rapport au prolétariat, cela montre aussi que, dans de tels cas, c'est le syndicat qui mène toutes les discussions avec les patrons ; la commission de travailleurs se borne à dire au syndicat ce que les ouvriers *souhaiteraient* qu'il fasse et aux salariés ce que le syndicat *a décidé* de faire (cf. l'exemple de l'entreprise Abel Alves de Figueiredo) ; dans ces cas, bien que le syndicat n'ait aucune implantation chez les ouvriers, c'est la commission des travailleurs qui subordonnera es travailleurs à la direction du syndicat.

Dans d'autres cas, la commission de travailleurs qui a été élue est elle-même réactionnaire, parce que ses membres constituent une élite privilégiée, voire ne sont pas des ouvriers. Souvent, des ingénieurs et des cadres techniques ayant une formation universitaire, d'anciens dirigeants d'associations d'étudiants et d'actuels militants dans les facs qui, sans doute de façon humoristique, prétendent appartenir au *parti des travailleurs X* ou au *parti des travailleurs Y*, se font élire dans les commissions de travailleurs et les utilisent comme plateforme pour défendre leurs positions sectaires.

Prenons le cas d'une commission de travailleurs réactionnaire parce qu'elle était constituée d'employés de bureau ; dans l'usine de confection Charminha, autogérée et donc dans une forme très avancée de lutte, les ouvrières ont été longtemps subordonnées à un commission composée d'employés de bureau, qui gagnaient deux ou trois fois plus que les ouvrières. C'étaient, en réalité, de nouveaux exploiters. Mais au fur et à mesure que la lutte se développait, et grâce aux contact établis avec d'autres entreprises en autogestion, comme la Sogantal, les travailleurs de Charminha ont compris la nature réactionnaire de cette commission et l'ont remplacée par une commission composée d'ouvriers et d'ouvrières.

Parfois, la commission de travailleurs, malgré sa composition ouvrière, reproduit complètement le mode de fonctionnement des syndicats réactionnaires. C'est le cas

de Propam, par exemple, où la commission de travailleurs ne communiquait pas les résultats de ses négociations avec le ministère du Travail. Et le plus surprenant est que les salariés eux-mêmes avaient accepté de ne pas être informés ! Nous avons ici un cas extrême dans lequel les ouvriers abandonnent leur rôle dans la lutte. Il est clair que se reproduisent ainsi les rapports de domination qui prévalent dans la société capitaliste et que les hiérarchies bourgeoises se renforcent.

Dans d'autres cas, sans doute les plus fréquents, et il est donc inutile de citer des exemples, la commission de travailleurs, bien qu'elle informe les salariés de toutes ses démarches et les consulte avant et les consulte avant d'entreprendre toute action ; bien qu'elle soit composée d'ouvriers non privilégiés et de véritables révolutionnaires ; bien qu'elle comprenne le caractère réactionnaire des syndicats et ne subordonne pas la lutte aux bureaucrates syndicaux, malgré tout cela, la commission finit par s'isoler des travailleurs. Elle s'isole, non pas parce qu'elle est devenue réactionnaire, mais parce que les salariés sont tombés dans une certaine apathie. Ces cas sont innombrables. Quelle est la raison de cette apathie ?

Répondre à cette question, c'est mettre le doigt sur la plaie, c'est expliquer pourquoi ces commissions ne sont pas aussi démocratiques qu'elles le paraissent à première vue.

L'élection d'une commission suppose un niveau élevé d'activité des masses laborieuses et cette activité se reflétera généralement dans le contrôle auquel la commission sera soumise, durant les premiers temps, par tous les travailleurs. Au début, ce sont vraiment les masses qui décident et la commission ne fait qu'exécuter leurs décisions. Mais ensuite la distinction entre les masses et les exécutants recommence à sévir. Ce sont toujours les mêmes personnes – les membres de la commission – qui effectuent le travail et, insensiblement, tandis que les masses laborieuses abandonnent toute initiative, la commission de travailleurs s'approprie toutes les initiatives. C'est à ce moment-là qu'elle s'isole des masses et que les patrons, profitant de cet isolement, s'attaquent à la commission, licencient les ouvriers les plus révolutionnaires, et finalement exercent leur activité répressive. leur activité répressive. Et pourquoi ? Parce que les travailleurs s'étaient retirés de l'activité pratique directe et étaient redevenus amorphes.

A partir de là, on peut comprendre une autre des limites les plus évidentes de l'action des commissions de travailleurs au cours de cette période : la grande difficulté à unifier les différentes commissions, à publier un organe de presse des inter-commissions, etc. Parmi les tentatives faites jusqu'à présent pour relier les différentes commissions, le plus grand résultat obtenu a été la grande manifestation prolétarienne de septembre 1974. Mais, ensuite, le travail de coordination des luttes a décliné, les inter-commissions ont disparu et d'autres organisations qui ont tenté de mener à bien ce travail de liaison entre les différentes luttes ouvrières n'ont pas non plus réussi à maintenir une existence publique notoire. En réalité, des individus appartenant à certaines commissions de travailleurs se sont bien réunis, mais sans la masse des ouvriers des différentes entreprises. Ces réunions reposent, depuis le départ, sur le maintien des masses ouvrières dans une certaine passivité ; donc, si, d'un côté, elles peuvent momentanément contribuer à l'interconnexion des luttes, d'un autre côté elles contribuent à aggraver la scission entre ces commissions et les masses ouvrières maintenues dans la passivité.

Développement des commissions de travailleurs dans un sens révolutionnaire

Si nous étudions l'expérience des luttes ouvrières dans d'autres pays où se posent ces mêmes problèmes, nous pouvons voir comment ils ont tendance à être résolus. Dans diverses luttes, dont certaines sont célébrées pour leur combativité et la cohésion et l'activité des masses laborieuses, les travailleurs *n'ont pas* élu de commissions chargées de *tout* le travail exécutif. Ils ont élu **plusieurs** commissions, chacune étant chargée d'un type de travail différent, et toujours de nature provisoire. De cette façon, ils n'ont pas non plus créé un groupe d'ouvriers disposant de tout le pouvoir pratique, puisque ce pouvoir exécutif était réparti entre de multiples commissions ; ils n'ont pas non plus créé de scission entre les masses et les travailleurs. Il n'y a pas non plus de scission entre les masses et l'activité exécutive directe, puisque la nature provisoire des commissions signifie que la majorité de leurs membres assument des fonctions exécutives par rotation et seulement pendant un certain temps. Si l'on procède ainsi, les commissions ne sont pas isolées des masses et les travailleurs ne perdent pas non plus leur esprit combatif et leur activisme révolutionnaire. Il s'agit d'une manière collective et communautaire de mener la lutte, qui développe en son sein des éléments de la société communiste.

La bourgeoisie tente de séparer le mouvement ouvrier par pays et par région. Elle cherche à empêcher les travailleurs portugais de connaître les expériences de lutte accumulées par les ouvriers dans d'autres régions. La lutte pratique du prolétariat contre les exploités les conduira, dans toutes les régions, à développer des formes sociales fondamentalement identiques – communistes. Apprendre de l'expérience du prolétariat dans d'autres pays permettra aux travailleurs portugais de développer plus rapidement des formes autonomes d'organisation ouvrière.

Le dépassement des syndicats et la création de commissions de travailleurs, voilà ce qui nous semble être le bilan positif de ces six derniers mois de lutte.

Le développement du caractère démocratique des commissions de travailleurs aboutit à ne pas séparer les masses ouvrières de l'exécution directe des tâches pratiques – c'est la voie à suivre pour l'organisation autonome des travailleurs.

La libération des travailleurs ne pourra venir que des travailleurs organisés de manière autonome.

UNE DEMI-ANNÉE DE LUTTE ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'ORGANISATION AUTONOME DES TRAVAILLEURS

Du 21 juin à aujourd'hui, Combate a cherché à accompagner et à soutenir le mouvement ouvrier au niveau même où il se déroule : nous nous sommes concentrés sur la lutte contre l'exploitation et les formes d'organisation que la classe crée et développe dans cette lutte. C'est dans ces formes d'organisation que germe la société communiste.

Dans la lutte pour le communisme, notre position n'est ni passive ni celle de spectateurs. Nous sommes ouverts à tous les travailleurs ; nous publions un journal dans lequel ils peuvent discuter librement non seulement de leurs luttes particulières mais aussi de leur fonction dans la lutte générale des classes ; nous stimulons les contacts entre les travailleurs formés dans des luttes différentes, ce qui favorise le développement d'une organisation de base des travailleurs ; nous contribuons

activement à la consolidation de la conscience révolutionnaire du prolétariat et à sa cohésion pratique.

Nous nous battons pour l'avènement du communisme.

En condensant le contenu des articles de ce journal sur les diverses luttes ouvrières depuis le 25 avril, nous fournissons un instrument qui aidera à comprendre et analyser six mois de luttes prolétariennes. Cela montre également à quel point nous avons réussi à accompagner ces luttes, et à dans quelle mesure nous avons échoué. Nous avons pu accompagner certaines luttes du début jusqu'à la fin, mais d'autres ont disparu prématurément des pages de ce journal, alors il y avait encore beaucoup de choses à en dire. Dans la plupart des cas, les luttes n'apparaissent qu'après leur apparition publique sous forme de grèves ou de manifestations spectaculaires, et il est rare que nous ayons accompagné la lente maturation de la lutte et de ses formes organisationnelles ; et certaines luttes, y compris des luttes importantes, ne sont pas mentionnées.

Ainsi, cet aperçu des luttes des travailleurs durant six mois nous permet aussi, et simultanément, de jeter un regard critique sur notre travail.

Au-delà de toutes les déficiences, celles que nous connaissons et celles et ceux dont nous ne sommes pas encore conscients, au moins un point reste entièrement positif : nous contactons toujours les travailleurs pour qu'ils écrivent eux-mêmes le récit de leurs luttes. Ils ont ainsi augmenté leur conscience et leur organisation autonome. Et nous contribuons à ce que l'unification du prolétariat se réalise sur la seule base possible – celle des intérêts communs à tous les exploités – et non à partir d'idéologies sectaires proposées par tous ces groupes qui aspirent à parvenir au pouvoir. Le slogan de la Première Internationale, qui figure sous le titre de ce journal, n'est ni un mythe ni une phrase vide pour nous : «L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes».

LES LUTTES SUR LES LIEUX DE PRODUCTION

1. A. CAETANO, Porto, carrosseries d'autocars – Le patron menace de licencier une partie du personnel. 80 ouvriers serruriers-métalliers font grève en solidarité avec un camarade licencié en août. Sur proposition du syndicat, une commission de travailleurs est élue démocratiquement (*Combate* n° 9).

2. ABEL ALVES DE FIGUEIREDO, Santa Cristina do Couto, Santo Tirso, textile. – Cette entreprise compte plus de 500 ouvriers, mais les effectifs baissent régulièrement car, il y a neuf ans, 1 100 personnes y travaillaient. Une grève de quatre jours éclate et l'usine est encerclée par la police. Le syndicat fait pression pour la fin du conflit.

La grève a démarré le 25 décembre. Les ouvriers réclamaient la fixation d'un salaire minimum ; ils s'opposaient à la réduction du temps de travail (qui aboutit à des licenciements déguisés) et exigeaient l'amélioration de certaines conditions de travail. Le personnel de bureau et la plupart des contremaîtres soutenaient le patron. Les membres de la commission de travailleurs (5 ouvrières) ont été élus par l'ensemble des ouvriers et ils ont bien informé les salariés. Le patron ne voulait pas dialoguer avec la commission ; la discussion s'est déroulée entre les avocats du patron et ceux du syndicat, sans aucune participation de la commission de travailleurs (*Combate* n° 13).

3. AC-TRÓIA, Tróia, construction civile – La grève éclate en mai et les revendications portent sur les salaires, les conditions de travail et d'hygiène, ainsi que l'épuration des éléments fascistes. Une partie des employés de bureau soutient ouvertement l'administration de l'entreprise. Une commission de travailleurs est élue, composée d'ouvriers élus sur chaque chantier. La direction menace de licencier et refuse de payer les salaires en invoquant le manque de liquidités. L'entreprise est nationalisée. L'État refuse d'accorder aux travailleurs les droits qu'ils ont acquis au cours de leur lutte contre leur ancien patron (notamment le 13^e mois). Des conflits opposent la (nouvelle) commission de travailleurs et certains ouvriers, qui l'accusent de collaborer avec le gouvernement et de ne pas défendre les droits des salariés (*Combate* n° 3, 5, 10, 11, 12 et 14).

4. Société ALBERTO MARINHO, Amarante, métallurgie (environ 150 travailleurs). – Un travailleur proposé comme délégué syndical est licencié en octobre. La boîte ne paie pas le salaire minimum de la convention collective de la métallurgie et, dans de nombreux cas, même pas le salaire minimum national. Le syndicat n'a pas imposé la réintégration de l'ouvrier licencié. (*Combate* n° 10 et 14).

5. ALVES & C., Amarante, menuiserie – L'patron ne verse pas le salaire fixé par la convention collective. En raison de ses menaces, les travailleurs n'élisent pas de délégués syndicaux. Le syndicat ne soutient pas les salariés : ses représentants ne parlent qu'au patron et non aux ouvriers (*Combate* n° 14).

6. APPLIED MAGNETICS, rive sud, entreprise de matériel informatique à capitaux nord-américains. – Les travailleurs luttent pour l'augmentation des salaires puis contre les licenciements. Ils lancent une grève avec occupation et élisent une commission de travailleurs (*Combate* n° 6 et 8).

7. Têtil dos BARGOS, Vila Nova de Famalicão, textile. – L'entreprise est en mauvaise posture à cause de la mauvaise gestion et du sabotage économique. Les travailleurs luttent pour le salaire minimum, contre les licenciements et la fermeture de la boîte. Les contremaîtres, les chefs de section et les employés de bureau prennent le parti du patron. Une commission de travailleurs a été élue (*Combate* n° 10 et 11).

8. CARIDES, V. N. de Famalicão, textile. – Cinq travailleurs sont licenciés pour avoir essayé d'«épurer» un contremaître en octobre (*Combate* n° 10).

9. CHARMINHA, Lisbonne, confection (environ 60 ouvrières). – Le gérant était un ancien officier nazi. Le personnel se bat contre une contremaître qui, en deux ans, a licencié plus de 200 travailleuses. Initialement, elles réclament également une augmentation de salaire, mais se limitent ensuite à la lutte contre les licenciements. Après le 25 avril, le directeur s'enfuit du pays, en laissant deux chèques sans provision pour le paiement des salaires. Les travailleurs se mettent à produire et vendre directement. Dans les bureaux, le personnel hésite à s'engager dans la lutte. Les travailleurs demandent au ministère du Travail de les financer pour qu'ils créent une coopérative mais il refuse. Depuis l'occupation de l'usine, les salaires des ouvriers atteignent désormais le minimum national, la plupart des employés de bureau continuent de gagner entre 6 000 et 8 000 escudos. Pendant l'occupation, 145 000 escudos par mois ont été dépensés pour les salaires de plus de 60 ouvriers, et 140 000 escudos par mois pour payer 14 ou 15 employés de bureau. A un certain moment de la lutte, et après une rencontre avec les travailleurs de Sogantal, de nouvelles élections ont eu lieu et les employés de bureau ont été écartés de la conduite de la lutte (*Combate* n° 4, 7 et 8).

10. **CINTELEI, Ermesinde, confection (80 travailleuses).** – Elles s’opposent aux licenciements et font grève durant une matinée. Les onze dernières ouvrières licenciées sont finalement réintégrées et elles ont été soutenues par le Syndicat des couturières (*Combate* n° 6).

11. **CONLUS, rive sud, confection (300 ouvrières).** – En raison de l’intoxication des travailleuses due à l’absence de mesures de sécurité, un mouvement s’est développé. Lors d’une assemblée générale, les revendications suivantes sont discutées : de meilleures conditions de travail, une augmentation des salaires, l’épuration et le droit des travailleurs à défendre eux-mêmes leurs intérêts et à ne pas déléguer leur lutte à d’autres (*Combate* n° 4).

12. **C. T. T. (Correios, Telégrafos, Telefonos, 35 000 travailleurs).** – La lutte porte sur de meilleures conditions de vie et de travail et pour l’épuration. Une commission pro-syndicat est élue. Suite à la grève, l’armée intervient (*Combate* n° 2, 6 et 8).

13. **EFACEC-INEL (Sud), Lisbonne, matériel électrique.** – 1 076 travailleurs se mettent en grève avec occupation en juillet. Ils luttent pour le salaire minimum, les grilles salariales et les horaires de travail, les congés, etc. Au départ, le bureau de l’assemblée générale des travailleurs est la seule organisation. Plus tard, se constitue la Commission de défense des travailleurs, qui comprend des représentants de toutes les catégories professionnelles de l’entreprise. Une commission culturelle et une commission d’information sont également formées. Un journal de grève est publié, qui continue même après la suspension du mouvement ; il aborde les problèmes de tous les travailleurs de l’entreprise, qui possède des filiales dans différentes parties du pays (*Combate* n° 3, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14).

14. **EMIVAL, Valongo, mines.** – Le patron ne paie pas les salaires et abandonne l’entreprise en novembre. Les travailleurs gèrent maintenant la mine, paient les salaires et règlent progressivement les dettes du patron. Une commission de travailleurs est élue. La commission de gestion, composée de 8 personnes, fournit des informations aux salariés et au syndicat ; elle a demandé une assistance technique et des ingénieurs à d’autres usines.

15. **GALINHA BRANCA PORTUGUESA, industrie alimentaire.** – L’entreprise appartient à la famille Tito Basto, liée à la famille Duarte Ferreira*. En 1973, son capital est passé de 1,8 million à 3 millions d’escudos, dont 2,4 millions appartiennent à la société espagnole Gallina Blanca. La main-d’œuvre portugaise travaille à domicile ; elle remplit des enveloppes avec des chewing-gum. Avant la révolution du 25 avril, ce travail était effectué par des détenus de la prison de Limoeiro, qui recevaient 5 escudos pour chaque millier d’enveloppes. Après le 25 avril, les prisonniers se sont révoltés, ils ont brûlé les enveloppes et refusé d’effectuer travail. Désormais, il est effectué à domicile par les habitants de Casal Ventoso. Payés à la pièce, ils remplissent 40 000 à 60 000 enveloppes par semaine, et gagnent environ 2,50 escudos par heure¹³.

Les travailleurs ont essayé de demander une augmentation, mais ils n’ont pas réussi à obtenir satisfaction en raison du manque d’unité. Certains résidents continuent à travailler pour ce prix (*Combate* n° 12).

¹³ En clair, même s’ils travaillent 8 heures par jour et sept jours sur sept, à la fin du mois, ils ne gagneront pas plus de 600 escudos par mois, alors que le salaire minimum est de 3300 euros depuis le 25 mai 1974 (*NdT*).

16. **G. P. A., Lisbonne, cabinet d'architecture (60 travailleurs permanents).** – Les revendications portent sur les salaires, l'épuration, et les licenciements. Une grève avec occupation est décidée en août. Les salariés veulent empêcher le patron d'entrer dans l'entreprise alors que les dirigeants syndicaux y sont favorables, et proposent d'arrêter la grève et l'occupation. Les travailleurs refusent et prennent leurs distances avec les syndicats. Ils combattent les jaunes (qui ont des salaires plus élevés). Le ministre du Travail soutient les patrons. Les salariés de l'atelier Conceição e Silva, dont beaucoup de jaunes, refusent d'être solidaires. Le ministre du Travail pousse à l'expulsion et les syndicats réapparaissent pour le soutenir. L'occupation est suspendue en octobre, plusieurs grévistes sont licenciés et le conflit se termine (*Combate* n° 6, 8, 9, 10, 11 et 12).
17. **GRÃO-PARÁ, tourisme** (environ 1 300 travailleurs). – La plupart des directeurs d'agences ont abandonné leur poste et le 13^e mois n'a pas été payé. En décembre, l'assemblée générale des travailleurs décide d'occuper le siège principal de l'entreprise et ils font appel au gouvernement (*Combate* n° 14).
18. **Fondation GULBENKIAN, Lisbonne.** – Les salariés luttent pour l'épuration et décident d'une grève avec occupation en juillet. (Observation de *Combate* : le mouvement est incapable de dépasser le cadre restreint de la Fondation et de la transformer en un véritable centre de culture populaire.) (*Combate* n° 5).
19. **JORNAL DO COMÉRCIO, Lisbonne, presse et arts graphiques** (305 travailleurs). Les salariés luttent pour l'épuration et la liberté d'expression, font grève et élisent une commission de travailleurs (*Combate* n° 7).
20. **LISNAVE, construction navale.** – Les conditions de travail sont particulièrement mauvaises. En mai, avant même la présentation du cahier de revendications, commence la lutte pour l'épuration. En septembre, une manifestation de 7 000 travailleurs à Lisbonne réclame l'épuration (*Combate* n° 4, 6 et 7).
21. **LITOGRAFIA IDEAL, Porto, arts graphiques.** – Lorsque les 24 travailleurs présentent une liste de revendications, les patrons décident de fermer l'entreprise sans payer d'indemnités. Les ouvriers commencent à occuper les locaux en août. (*Combate* n° 6).
22. **MABOR, Lousado, pneus.** Les grévistes réclament de meilleures conditions de travail, un salaire minimum de 6 000 escudos, les 40 heures, un mois de congés payés et une prime à Noël. Une commission syndicale ouvrière est élue ; initialement elle compte 7 salariés puis est élargie à 17. Cette commission était chargée des tâches d'organisation et des contacts avec la direction. Les décisions étaient prises au préalable lors d'une assemblée générale des travailleurs (*Combate* n° 2, 4, 5 et 6).
23. **MONTOITO, Alto Alentejo, agriculture** (200 travailleurs agricoles). – Ils font grève durant dix jours (en juin/juillet) pour une augmentation des salaires et leur lutte, dans sa phase finale, est soutenue par les travailleurs des régions voisines. Une commission de 6 travailleurs est élue pour négocier avec le patron et se transforme ensuite en une commission pro-syndicat contrôlée par l'assemblée générale des travailleurs (*Combate* n° 3 et 7).
24. **Fédération des communes de RIBATEJO, Santarém, services publics.** – Les travailleurs luttent pour les 40 heures, un salaire minimum de 6 000 escudos, l'épuration et de meilleures conditions de vie. Face à la répression, ils se sont mis en grève, ont occupé les locaux et élu un comité de lutte. Les bâtiments municipaux sont alors occupés par l'armée et les flics de la PSP durant un jour puis s'en vont. Le conseil d'administration menace les grévistes de licenciement (*Combate* n°9).

25. NUTRIPOL (Lisbonne et environs, Setúbal, Caldas da Rainha, Porto et environs) : supermarchés. – Cette société appartient au groupe Unigeste. La direction menace de déclarer faillite, ce qui entraînerait la mise au chômage de 350 salariés. En octobre, la direction ne paie que la moitié des salaires. Les travailleurs s'organisent eux-mêmes et paient l'autre moitié de leur salaire avec l'argent des ventes. La commission de travailleurs se déconnecte du personnel. La direction en profite pour l'attaquer, et la mobilisation s'éteint. En décembre, l'administration refuse le paiement du 12^e et du 13^e mois car elle veut provoquer la faillite ; les travailleurs luttent contre cette manœuvre et contre le chômage qui en résultera. Ils conservent l'argent des ventes et paient leurs propres salaires (*Combate* n° 14).

26. Pêcheurs

a) *Lagos, Sagres.* – Ils luttent pour que les «maisons des pêcheurs*» [héritage du corporatisme de Salazar] soient fermées, en faveur d'une baisse des impôts et veulent créer un syndicat libre (*Combate* n° 8).

b) *Matosinhos.* – L'URSS achète 3 400 tonnes de sardines pendant la grève de 1200 pêcheurs de Matosinhos (*Combate* n° 4).

27. PROPAM, Setúbal, boulangerie (150 travailleurs). – Ils combattent d'abord pour des augmentations de salaire, puis contre les licenciements et pour l'épuration de l'administration. A partir d'août 1974, ils organisent une grève avec occupation. Une commission de travailleurs est élue, mais elle est composée principalement de gens des bureaux. Elle ne fournit pas une information complète aux salariés, et ce avec leur accord (*Combate* n° 10).

28. Syndicat de la chimie, Sud. – La direction du syndicat est en désaccord avec la position antigrevés de l'Intersyndicale et l'attaque parce qu'elle ne permet pas le débat entre les différents courants du syndicalisme. La direction du syndicat affirme qu'il est nécessaire d'augmenter encore les salaires. Les travailleurs de l'industrie des plastiques voulaient être réintégrés dans le Syndicat de la chimie, dont ils avaient été exclus sous le fascisme afin de réduire leurs salaires. L'Intersyndicale et le ministère du Travail sabotent cette réintégration. Des affrontements physiques ont lieu durant les assemblées générales (*Combate* n° 5 et 10).

29. REDONDO, Alto Alentejo, agriculture. – Les propriétaires terriens veulent faire baisser les salaires, augmenter les heures de travail et procéder à des licenciements. Le syndicat essaie de démobiliser les travailleurs mais ceux-ci décident de se mettre en grève en septembre (*Combate* n° 7).

30. RIOPELE, V. N. de Famalicão, textile. – Les ouvriers de la première et de la troisième équipes de la Filature C font grève pour des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail en mai. Dans le même temps, un groupe de jeunes offrent au patron des cadeaux valant 18 000 escudos (*Combate* n° 6 et 8).

31. Ateliers R. M. Magalhães, métallurgie (plus de 100 travailleurs). – Le patron procède à des licenciements sans respecter la convention collective de la métallurgie et en ne payant pas les jours fériés (*Combate* n° 10).

32. SETENAVE, Setúbal, construction navale. – En mai a lieu une grève de 12 jours pour une augmentation des salaires. Un conseil des travailleurs est élu démocratiquement, après la démission, en assemblée générale, du précédent conseil fantoche qui collaborait avec la direction. Des commissions de base sont élues pour travailler en étroite collaboration avec le conseil des travailleurs (*Combate* n° 8, 10, 11, 12 et 13).

33. SILGAR, Vizela, confection (30 ouvriers). – Pour lutter contre les licenciements, les travailleurs font grève, occupent les installations et élisent commission d'usine (*Combate* n° 7).

34. SOARES DA COSTA, Porto, construction civile. – Plusieurs chantiers font grève pour des augmentations de salaire, mais certains des travailleurs les plus actifs du mouvement sont licenciés. En octobre, les flics de la PSP arrêtent des grévistes qui occupent un chantier (*Combate* n° 8 et 9).

35. SOCEL, cellulose. – Les travailleurs présentent un cahier de revendications concernant les prestations sociales, l'épuration, la restructuration de l'entreprise et le reclassement des salariés. Après avoir été élue, la commission de travailleurs commence à discuter des revendications avec la direction mais celle-ci a une attitude hostile. A partir de juillet, les ouvriers occupent les locaux et continuent à travailler (*Combate* n° 8).

36. SOGANTAL, Montijo, (48 travailleurs ; entreprise de confection au capital française). – Au mois de mai, les ouvrières entament une baisse des cadences pour obtenir une augmentation des salaires. Une commission de travailleurs est élue, composée d'ouvrières. Le patron s'enfuit et tente de fermer l'usine. Les ouvrières font tourner l'entreprise en autogestion en fabriquant et vendant elles-mêmes (*Combate* n° 1, 3, 6, 7 et 8).

37. SOUSABREU, confection. – En octobre, les travailleurs forment des piquets pour empêcher les machines et les produits de partir (*Combate* n° 10).

38. TABOPAN, Amarante, bois (plus de 2 000 ouvriers). – Les métallurgistes font grève pour la réintégration de deux camarades licenciés. Ils luttent également pour le respect de la convention collective. Une commission de travailleurs est élue (*Combate* n° 9, 10 et 14).

39. TAP (3 000 ouvriers, 3 000 employés administratifs et 1 300 membres d'équipage.

Après le 25 avril, sont créés : une Commission administrative chargée de la gestion de l'entreprise et composée de 6 salariés, dont 3 sont les «représentants des travailleurs» (des dirigeants syndicaux) ; et une Commission syndicale qui est une commission de travailleurs ayant des fonctions purement consultatives.

La Commission administrative et la Commission syndicale perdent la confiance des salariés lors de la discussion sur la convention collective. Les travailleurs de la Division de la maintenance et de l'ingénierie prennent le processus en main et présentent un cahier de revendications : épuration, enquête sur les responsables de la répression fasciste, révision des salaires, réduction des heures de travail, etc. Une grève est déclarée. Un secrétariat de grève est élu.

L'entreprise est réquisitionnée et occupée par des forces militaires. Plusieurs ouvriers sont arrêtés par les forces armées, ce qui provoque une grève du zèle. Des manifestations exigent l'approbation du cahier de revendications et le retrait des militaires. 44 ouvriers sont suspendus et 182 licenciés ; parmi ceux-ci, 171 sont réintégrés par la suite, laissant 11 autres suspendus. La lutte pour la réintégration de tous les travailleurs et pour le cahier de revendications continue. Le 18 novembre, une assemblée générale décide de ne pas reprendre les négociations sur la convention collective tant que tous les salariés n'ont pas été réintégrés (*Combate* n° 1, 6, 7, 10, 11, 12, et 14).

40. TEXEMALHAS, Porto, confection (Groupe COMUNDO, 75 ouvrières). – La grève a pour objectif d'améliorer les conditions de travail, d'arrêter la répression au

sein de l'usine et d'empêcher les licenciements. Elle se transforme en occupation pendant une semaine en juillet. Une commission de déléguées syndicales est élue, qui consultent et informent les ouvrières (*Combate* n° 6 et 8).

41. TIMEX, rive sud, horlogerie. – Dans cette entreprise multinationale, les travailleurs luttent pour les 40 heures et l'augmentation des salaires. Ils font grève et élisent une commission de travailleurs (*Combate* n° 1, 2 et 3).

42. TRANQUILIDADE, Lisbonne, compagnie d'assurances, appartenant au groupe Espirito Santo. – En octobre, commence une lutte contre l'inégalité des primes ; un système équitable d'attribution des primes est décidé. Des arrêts de travail intermittents sont organisés (*Combate* n° 12).

LES LUTTES SUR LE LOGEMENT

1. LISBONNE

a) *Quartier de Chelas*

Un groupe d'habitants des bidonvilles occupent des bâtiments en construction au mois de novembre. Certains travailleurs de ces chantiers soutiennent le mouvement en occupant également les logements qu'ils construisent (*Combate* n° 13).

2. PORTO

a) *Quartier de Cerco*

Les habitants refusent de se conformer aux décisions de la municipalité. Ils veulent surtout des loyers abordables et tentent d'unifier leur lutte avec les autres quartiers : un comité de résidents est élu lors d'une assemblée générale des résidents. (*Combate* n° 12).

b) *Quartier de São João de Deus*

Élue par les habitants du quartier de São João de Deus, une commission présente un cahier de revendications exigeant l'abolition immédiate du règlement du quartier. Une manifestation soutient la remise du cahier de revendications au siège (en mai 1974). Les nouveaux résidents veulent élaborer une nouvelle réglementation et que les nouveaux quartiers rejoignent leur mouvement (*Combate* n° 2).

c) *Un immeuble de Subaluga*

Les revendications suivantes sont fixées : personne ne sera expulsé, des travaux seront effectués et les locataires ne seront plus exploités.

Des assemblées populaires se tiennent et tentent d'unifier leur lutte avec celles d'autres quartiers (*Combate* n° 10, 12 et 13).

3. SETÚBAL

a) *Quartier de Castelo Velho*

Encouragés par de «faux amis du peuple», les résidents de ce bidonville occupent des maisons destinées aux pêcheurs suscitant ainsi l'opposition de ces derniers. Après avoir reconnu la justesse de la position des pêcheurs, les résidents se lancent dans la lutte pour le droit à un nouveau quartier (*Combate* n° 3).

GLOSSAIRE

Alves de Brito, Vitor Manuel (1935-2011) : capitaine engagé dans les guerres d'Angola et du Mozambique, il est membre du MFA et l'un des rédacteurs de son programme. Ministre dans les 2^e, 3^e et 6^e Gouvernements provisoires¹⁴. Membre du Conseil des Vingt et porte-parole du Conseil de la Révolution, il est l'un des signataires du «Document des Neuf» contre «l'Alliance Peuple/MFA» prônée par le PC et la prétendue «gauche» militaire.

Angola : colonisé par l'Empire portugais dès 1575, ce pays fut une des plaques tournantes du commerce d'esclaves. Il devint une «province ultramarine» en 1951 et la guerre d'indépendance y commença en 1961.

Boxers, révolte des : «[...] *au-delà de leur xénophobie, les Boxers s'inscrivent dans une filiation millénaire : celle des révoltes paysannes, qualifiées de jacqueries en Europe, qui ont scandé l'histoire de l'empire du milieu ; celle du millénarisme bouddhiste [...]; celle des sociétés secrètes [...]. Le mysticisme patriote est donc au cœur de l'idéologie boxer, les combattants usant même de rituels ou de transe censés les rendre invulnérables [...]. Le recrutement des Boxers s'est néanmoins pratiqué majoritairement dans la paysannerie pauvre et chez les exclus de la société. [...] leur mouvement participa d'une coagulation et d'une maturation d'un véritable nationalisme chinois, qui allait s'épanouir au XX^e siècle. Il mit également un frein définitif aux désirs des Européens de partage du territoire chinois, de par les réactions violentes qu'une telle mise en pièces aurait risqué de déclencher. Plus étonnant, voire paradoxal, le choc subi par le pays suscita une adhésion majoritaire à l'impulsion d'un processus de modernisation, conduit par Cixi jusqu'à sa mort en 1908, seul moyen de mettre fin à la faiblesse chronique de la Chine. Enfin, cette révolte des Boxers alimenta le fantasme du "péril jaune", qui s'imposa dans une partie de l'opinion publique occidentale à compter de la fin du XIX^e siècle¹⁵.*»

Brito, Jorge de (1927-2006) : banquier, spéculateur, homme d'affaires, collectionneur d'art et directeur d'un club de foot (Benfica), il joua beaucoup avec des capitaux qu'il n'avait pas, ce qui explique sans doute pourquoi sa banque (le Banco Intercontinental Portugais) fut mise sous tutelle avant même la nationalisation des autres établissements bancaires. L'entreprise Brisa qu'il fonda en 1970 construisit des kilomètres d'autoroutes avant d'être nationalisée en 1975 puis reprivatisée au profit du groupe José de Mello en 1997.

Cabinda : enclave située au nord de l'Angola, entre les deux Congos, où existaient trois mouvements de libération refusant de faire partie de l'Angola. Ces mouvements, qui fusionnèrent dans le FLEC (avant que celui-ci ne scissionne), étaient financés et soutenus par la France et le Zaïre en raison des intérêts pétroliers d'Elf-Erap (société qui sera absorbée par Total en 1999). Cette région, encore occupée par l'armée angolaise, produit 60% du pétrole du pays, et la paix n'y est toujours pas assurée.

Caetano, Marcelo (1906-1980) : «*Juriste issu de la faculté de droit de Lisbonne, Caetano dirigeait le courant réformiste qui était apparu et s'était affirmé au sein du régime à partir de la crise qui commença après 1945. L'arrivée au pouvoir de Caetano [il était ministre des Colonies quand il devint président du Conseil en 1968] suscita des espoirs chez beaucoup de Portugais : ceux-ci crurent en une évolution progressive du régime vers une démocratie libérale. Le successeur de Salazar avait compris que, pour se maintenir, le pouvoir devait absolument engager des réformes, comme en témoignèrent ses propositions en tant que ministre de la Présidence, notamment celles de supprimer la censure préalable de la presse, de mener une politique de développement accélérée et de s'ouvrir aux pays étrangers.*» (Mendes Abadia, 2010). Mais, incapable de mettre fin aux guerres coloniales, il fut renversé le 25 avril 1974.

Cap-Vert : archipel d'îles au départ inhabitées, situées à la hauteur du Sénégal et de la Mauritanie. Première colonie portugaise en Afrique au XV^e siècle, elle sert de base pour la traite des esclaves et le commerce triangulaire. Elle devient une

¹⁴ Il y aura en tout six Gouvernements provisoires : le premier du 16 mai 1974 au 11 juillet 1974 ; le deuxième du 12 juillet 1974 au 30 septembre 1974 ; le troisième du 30 septembre 1974 au 26 mars 1975 ; le quatrième du 26 mars 1975 au 8 août 1975 ; le cinquième du 08 août 1975 au 19 septembre 1975 ; et le sixième du 19 septembre 1975 au 23 juin 1976

¹⁵ <https://dissidences.hypotheses.org/traces-du-passe-et-ombre-portee-images-recits/la-revolte-des-boxers-ou-le-persistant-fantasme-du-peril-jaune> .

«province maritime» du Portugal en 1951 afin d'essayer de bloquer tout processus d'indépendance. A partir de 1980, la République du Cap-Vert se sépare de la Guinée-Bissau.

Carvalho, Otelo Saraiva de (1936-2021) : sous-lieutenant puis capitaine en Angola, puis en Guinée Bissau sous les ordres du général Spínola, il est un spécialiste de la propagande et de la contre-insurrection. Idolâtré par une grande partie de l'extrême gauche portugaise et internationale, Otelo Saraiva de Carvalho, fut le coordinateur technique du coup d'État du 25 avril 1974 puis le chef du COPCON (Commando opérationnel du Continent) qui contrôlait la région de Lisbonne et intervint à plusieurs reprises contre des grèves. Membre du Conseil de la Révolution, il fut arrêté à deux reprises après le coup d'État du 25 novembre 1975 pendant 40 puis 20 jours par le gouvernement du socialiste Mário Soares. Il se présenta aux élections présidentielles en 1976 où il obtint 15% des voix (soit le double de celles du PCP) mais seulement 2 % des voix en 1980 avec le FUP (Front d'unité populaire) qu'il venait de créer. Arrêté en 1985, il fut condamné à 15 ans de prison en 1987 pour les liens supposés entre le FUP et les actions d'un groupuscule, les Forces populaires du 25 avril qui organisa quelques dizaines d'attentats et d'attaques de banques durant les années 80. Il passa cinq années en taule puis fut amnistié en 1996.

CCR : Selon Wikipedia en portugais, «*Les Comités communistes révolutionnaires (marxistes-léninistes), ou CCR, sont nés en 1970 d'une scission du CMLP, la première organisation maoïste portugaise [...]. À l'intérieur du pays, les CCR exercèrent leur plus grande influence, entre 1970 et 1973, principalement, mais pas exclusivement, à partir de l'Instituto Superior Técnico. Les CCR étaient également présents dans plusieurs secteurs ouvriers, notamment dans les ateliers de Carris (la société de transport public de Lisbonne), dans l'usine Standard Electric à Cascais et dans d'autres à Queluz-Amadora. Les CCR se caractérisaient par une propension à une élaboration théorique complexe, considérée comme d'inspiration trotskiste par de nombreux opposants, et par la priorité accordée à "l'établissement" [l'embauche en usine] des étudiants qui constituaient l'organisation. En août 1972, la police politique du régime fasciste portugais commença à démanteler l'organisation ; les arrestations qui atteignirent leur apogée en décembre 1973, avec l'emprisonnement de deux de ses dirigeants [...]. Toutes les personnes arrêtées dénoncèrent, sous la torture, des camarades, ce qui entraîna une chaîne d'arrestations. Suite à ces coups, à des désaccords sur l'orientation suivie au Portugal et sur l'évolution de la ligne politique du PC chinois, les CCR finirent par se dissoudre dans les premiers mois de 1974.*» Une partie du groupe se reconstitua brièvement pour rejoindre ensuite l'UDP, que l'on retrouve aujourd'hui dans le Bloque de Esquerda, parti d'extrême gauche parlementariste

CDE (Comissão Democrática Popular) ou MDP (Movimento democrático popular) : organisation fondée en 1969 pour participer aux élections législatives. Elle se transforme en parti et participe aux cinq premiers Gouvernements provisoires (de 1974 à 1975). Alliée au PCP jusqu'en 1986, elle s'en sépare et, après quelques péripéties, finit par former le Bloque de Esquerda en 1994 avec l'UDP maoïste et le PSR trotskiste.

CDS : le Partido do Centro democrático social (aujourd'hui Partido popular) est créé en juillet 1974 et participera à plusieurs gouvernements de coalition jusqu'en 2015. Plus influent dans le Nord que dans le Sud, ce un parti conservateur de droite est formé par des technocrates du régime salazariste qui ont su à la fois en prendre en marche le train du 25 avril mais aussi ne pas se compromettre avec la manif de la «majorité silencieuse» qui devait se tenir le 28 septembre 1974 à l'appel du général Spínola. En 1976 le CDS réussit à obtenir plus de voix et de sièges (42) que le PCP. Depuis lors, son influence a notablement décliné puisque, aux dernières élections législatives nationales, il n'avait plus un seul représentant au Parlement.

Centres sociaux : centres locaux censés préparer les femmes à leurs «tâches maternelles, domestiques et sociales» et «rééduquer» les mères «déviantes» qui ne s'occupaient pas bien de leurs enfants ou de leurs maris. Le régime salazariste avait une politique officiellement nataliste mais n'investit jamais ni dans les crèches, ni même dans un réseau étendu de maternités ou de services hospitaliers pré- ou postnataux ce qui fait que 82% des accouchements avaient encore lieu à domicile dans les années 1950, sans même l'aide de sages-femmes diplômées.

CGT (Confederação Geral do Trabalho): organisation d'orientation syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste créée en 1919, elle regroupe 80 000 travailleurs. En 1922, elle adhère à l'AIT et ses effectifs sont alors plus importants : 180 000 adhérents. Elle sera dissoute en 1933.

Conseil de la Révolution : organisme politico-militaire créé puis institutionnalisé le 17 mars 1975 par le MFA pour remplacer la Junte de salut national et le Conseil d'État, suite au coup d'État raté du 11 mars 1975. Au départ, il incluait 25 membres, tous militaires, dont le président de la République et Premier ministre (s'il s'agissait d'un militaire). Cet organisme parallèle, qui se proclamait «*moteur de la révolution*», exerçait une véritable tutelle sur le pouvoir politique et avait des pouvoirs très étendus (choix du président de la République en son sein ; définition des lignes générales de la politique économique, sociale et financière ; définition des libertés d'expression dans tous les domaines ; proclamation de l'état de siège et de l'état d'urgence, déclarations de guerre et négociations de paix, mise

en tutelle possible du Parlement, etc.). Il décida de nationaliser les banques et les assurances (qui seront reprivatisées en 1989) et de lancer une «réforme agraire» (d'ailleurs, liquidée dès 1977). Rapidement il se divisa en factions et groupes qui s'affrontèrent. A partir de 1976, ses pouvoirs déclinèrent progressivement. En effet, une partie des militaires, dont le général Eanes, président de la République de 1976 à 1986, voulaient eux-mêmes dépolitiser l'armée et redonner le pouvoir aux partis socialiste et de droite. A la dissolution du Conseil en 1982, ses pouvoirs furent répartis entre le Conseil d'État, le Conseil constitutionnel et l'Assemblée.

Chipenda fraction du MPLA

Conseil des Vingt : organisme informel qui, entre le 25 avril 1974 et le 11 mars 1975, réunissait tous les militaires ayant des responsabilités gouvernementales ou politico-militaires, il fut remplacé par le Conseil de la Révolution, le 17 mars 1975, aux pouvoirs très définis.

Champalimaud : groupe fondé par António de Sommer Champalimaud (1918-2004). Sous le salazarisme, cet homme d'affaires investit notamment dans l'assurance, l'immobilier, les activités bancaires, la sidérurgie, la pâte à papier et les ciments. «*Le groupe Champalimaud – à la tête duquel se trouve M. António Champalimaud (qui a épousé l'une des sœurs Mello, du groupe CUF) – a développé sa puissance en dominant d'abord la production de ciment au Portugal, en Angola, au Mozambique et au Brésil. Il s'est ensuite intéressé à la sidérurgie, notamment en Angola, où il acquiert également des intérêts dans les mines de fer, puis à l'industrie métallurgique. Le groupe Champalimaud est essentiellement tourné vers les colonies et le Brésil*¹⁶.» En 2004 (donc trente ans après les nationalisations de 1975) Champalimaud était l'homme le plus riche du Portugal ! Revenu dans son pays natal en 1992, il prit le contrôle de plusieurs banques, qu'il acheta et revendit plusieurs fois avant de se retirer au Brésil où il possédait de grandes exploitations agricoles spécialisées dans l'agriculture et l'élevage.

COPCON (Commando opérationnel du continent) : créé en juillet 1974, il a pour fonction de maintenir et rétablir l'ordre public. Il est constitué de trois bataillons de rangers revenus de Guinée et d'Angola. Cette formation aura souvent l'occasion d'intervenir contre les grèves et les manifestations.

Costa Gomes, Francisco (1914-2001) : actif aussi bien dans les bureaux (à l'OTAN et au ministère de la Défense) que sur le terrain, à Macao, puis durant les guerres coloniales au Mozambique puis en Angola, mais partisan d'une «solution politique» qui consistait à «gagner le cœur» (?) des colonisés, il grimpe dans la hiérarchie militaire jusqu'à devenir chef d'état-major général des forces armées. L'un des sept militaires de la Junte de salut national formée après le 25 avril, il succède à Spínola en septembre 1974 au poste de président de la République jusqu'en juillet 1976. Il a toujours été considéré comme très proche du Parti communiste.

CUF : Propriété de la famille Mello, «*la CUF est à la tête du plus puissant groupe industriel portugais: il détient plus du dixième du capital social de toutes les sociétés portugaises. A partir d'une usine de savon créée en 1864, la CUF a progressivement étendu ses activités à l'industrie chimique, à l'industrie textile, à la cellulose, au papier, puis à l'industrie métallurgique, aux chantiers navals, aux transports maritimes, au raffinage du pétrole et à la pétrochimie. Elle contrôle la première banque d'affaires du pays (Banco Totta e Açores), le groupe d'assurances le plus actif, l'industrie alimentaire et la construction immobilière, possède des chaînes de supermarchés, d'hôtels, de restaurants et de casinos*¹⁷.» Évidemment la CUF s'intéresse aux colonies, donc à l'Angola, où elle investit dans «le secteur bancaire, le commerce, les plantations, le cuivre, la chimie, le textile, le matériel électrique et électronique». Lors de sa nationalisation en 1975 le groupe Mello regroupait 180 entreprises, plus de 110 000 salariés et son activité 5% du PIB de l'époque. Et il continue à prospérer, notamment dans la santé (20 hôpitaux et cliniques)¹⁸.

Cunhal, Alvaro (1918-2005) : fils d'avocat, Cunhal rejoint le PCP à 18 ans. Prisonnier entre 1937 et 1940, puis entre 1949 et 1960, il est torturé, placé en isolement pendant 8 ans mais ne donne aucun nom à ses tortionnaires. Il s'évade avec d'autres militants en 1960 et part en exil, en URSS puis en France. Il occupa le poste de secrétaire général du Comité central entre 1961 et 1992, fut quatre fois ministre et député entre 1975 et 1992.

¹⁶ «L'enjeu économique international d'une décolonisation : le cas de l'Angola (II)», *Le Courrier hebdomadaire du CRISP* 1975/6, n° 672).

¹⁷ *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1975/6, n° 672, *op. cit.*

¹⁸ Cf. sur son site officiel : la liste des entreprises qu'il contrôle : <https://www.josedemello.pt/empresas/>.

Cupertino : groupe important fondé par Arthur Cupertino de Miranda. Il créa le Banco Português do Atlântico qui devint la première banque du Portugal dans les années 1960 et 1970. Mais ses descendants ont fini par vendre leurs biens et ce groupe a disparu.

Delgado, Humberto (1906-1965) : général de l'armée de l'air et homme politique. Fervent soutien du salazarisme et admirateur de Hitler, il prit un masque démocratique au début des années 1950. Il se présenta aux élections présidentielles de 1958 qu'il perdit, puis s'exila au Brésil et enfin en Algérie, invité par Ben Bella. Il fut assassiné par un agent de la PIDE en tentant de rentrer clandestinement au Portugal

Document des Neuf : Document rédigé par Melo Antunes pour s'opposer à la «gauche» du MFA au sein du Conseil de la Révolution.

Duarte Ferreira (famille) : dépourvu de diplôme et de piston familial, Eduardo Duarte Ferreira (1856-1948) fonde un petit atelier qui construit une charrue en métal ; l'atelier devient une entreprise métallurgique, puis un groupe international (machines agricoles, presses, pièces pour automobiles, locomotives, camions militaires, et... articles domestiques). Patron ultra paternaliste, apprécié du régime de Salazar, il crée le premier système d'aide sociale du Portugal dans sa petite ville natale et pour ses ouvriers. En 1974, l'entreprise compte 2 300 salariés. Le groupe sera liquidé et vendu entre 1994 et 1996 et ses installations seront reprises par d'autres sociétés.

Espirito Santo : nom d'une dynastie de banquiers portugais, puis après 1975 d'un groupe financier international. Si un premier établissement bancaire fut fondé en 1884 par José Maria Espírito Santo Silva, le Banco Espírito Santo proprement dit fut créé en 1920 par ses enfants. En 1974, elle est la deuxième banque la plus importante du pays et dispose d'un très solide réseau international qui lui sera fort utile lors de sa nationalisation, en 1975, et de «l'exil» (doré) de ses dirigeants.

Jusqu'en 1974, *«le groupe Espírito Santo est leader sur le marché national du sucre (avec la Sociedade Agrícola do Cassequel, en Angola, la Sociedade Agrícola do Incomati, au Mozambique et la raffinerie de Sores sur le continent) et du café (avec les plantations de café de la Companhia Angola de Agricultura et l'industrie de torréfaction de Tofa à Lisbonne) ; en Angola, il possède la Sociedade Agrícola do Quanza Sul, avec plusieurs milliers d'hectares de cultures diversifiées, et occupe une position importante dans l'exploration pétrolière (en Angola, elle est l'un des principaux partenaires de Petrangol et de Purfina, et en Angola métropolitain, elle participe à deux raffineries appartenant à l'État - Sacor et Sopa). [...] Dans le domaine industriel, le Groupe Espírito Santo détient des participations dans la Companhia Portuguesa de Celulose, Socel, INAPA, Firestone Portugal, Gás Cidla, Marconi, Central de Cervejas, Tabaqueira Intar et l'entreprise textile angolaise Siga, Cervejas da Angola; il est le principal actionnaire de la Companhia Portuguesa de Electricidade et détient une participation dans l'important groupe portugais Ammonia.»* (M.A. Pedroso de Lima, 2003)

Le groupe reprend ses activités au Portugal en 1986 et est actif en Angola, au Brésil et en Espagne, mais la banque est mise en liquidation en 2016, notamment à cause de sa mauvaise gestion.

FNLA (Frente Nacional de Libertação de Angola): mouvement créé en 1956, soutenu après l'indépendance par le Zaïre de Mobutu. Il n'a que peu participé à la guerre civile (1975-2002) et est devenu un parti politique depuis 1992, avec un seul député aujourd'hui.

Freitas do Amaral, Diego (1941-2019): professeur d'université, député, plusieurs fois ministre, président du CDS-Partido Popular, il fit partie de ceux qui réformèrent la Constitution (jugée trop «à gauche») en 1982 et supprimèrent le Conseil de la Révolution avec l'appui de la droite et du PS.

FRELIMO (Front de libération du Mozambique) : créé en 1962, ce mouvement résulte de la fusion de plusieurs mouvements nationalistes. En 1974, il négocie l'indépendance du pays avec le Portugal. Il devient officiellement «marxiste-léniniste» en 1977 et le restera jusqu'en 1989. Il demeure au pouvoir jusqu'à aujourd'hui.

GNR (Garde nacional republicana) : fondée en 1911, cette force militaire a une capacité d'intervention sur tous les terrains concernant la sécurité publique, de la répression des grèves et des manifestations, à la surveillance et l'arrestation des opposants politiques. Elle est active dans les campagnes ainsi que les villes petites et moyennes, quadrillant ainsi tout le territoire.

Gonçalves, Vasco (1921-2005) : colonel ayant combattu dans les colonies, il rejoint le MFA en décembre 1973, et proche du PCP. Membre du Conseil de la Révolution en mars 1975. Premier ministre dans les 2^e, 3^e, 4^e et 5^e Gouvernements provisoires, il mit en place un grand plan de nationalisations (banques, assurances, transports, la CUF, la Lisnave, etc.), soutient l'occupation de milliers d'hectares principalement dans l'Alentejo, ainsi que l'unification syndicale sous la houlette du PC, ce qui soulève l'hostilité du PS et de la droite (CDS, PPD).

Grácio, Rui dos Santos (1921-1991): professeur de lycée, chercheur en sciences de l'éducation, secrétaire d'État à l'orientation éducative dans les Gouvernements provisoires n°1 et 2, il est l'un des fondateurs et dirigeants du Parti socialiste.

«**Groupe des Neuf**» : créé au sein du Conseil de la Révolution et dirigé par Melo Antunes, ce groupe devint rapidement hégémonique au sein du Conseil. Il contribua à diminuer le pouvoir global du MFA et à augmenter celui du PS et des partis de droite, à partir de 1976.

Guinée-Bissau : région colonisée par le Portugal en 1879, elle obtient son indépendance en 1974 grâce à la lutte militaire du PAIGC, mais doit se séparer du Cap-Vert en 1980.

Gulbenkian, Fondation : Calouste Sarkis Gulbenkian (1869-1955), ingénieur, expert financier et homme d'affaires, fit fortune dans le pétrole et acheta plus de 6000 œuvres d'art. Il soutint financièrement des organisations humanitaires et religieuses de la diaspora arménienne dont il était originaire. Son héritage permit de créer la Fondation (en 1956) et le Musée (en 1975) portant son nom au Portugal. La Fondation est également active en France et au Royaume-Uni.

Ilhas : «*À Porto, ce n'est pas tant la bourgeoisie industrielle qui investit dans le logement de ses travailleurs que la petite et moyenne bourgeoisie disposant de petites économies et profitant de l'arrière-cour de leur maison ou du terrain situé à l'arrière de leur résidence pour construire de minuscules maisons louées par la suite à des prix élevés. Ainsi, au tournant du XIX^e siècle, près de la moitié de la population [de Porto] vit sur des islas [...] situées à proximité des principaux noyaux industriels*¹⁹». Comme l'explique Wikipedia en portugais : «*Les maisons bourgeoises étaient construites sur les 30 premiers mètres de la rue, et il restait environ 70 mètres à l'arrière des maisons. Le propriétaire ouvrait un passage sous la maison par un couloir jusqu'au fond de la cour, d'une largeur de 1 à 2 mètres, et construisait de part et d'autre de petites habitations précaires. Il s'agit de petites habitations dont la surface ne dépasse pas 16 m² (certaines ne font que 9 m²), construites en rangée (parfois aussi dos à dos), dans les cours des maisons bourgeoises qui donnent sur la rue. Les façades de ces habitations mesuraient généralement environ 4 mètres de long, avec une porte et une fenêtre (qui donnait sur le couloir central). La première pièce, qui occupait presque toute la maison, était le salon. Au fond, il y avait une chambre à coucher de 2,5 m sur 1,5 m et une cuisine de 1,5 m sur 1,5 m. Parfois, une petite pièce était improvisée dans le couloir central. Parfois, une petite pièce était improvisée dans le grenier. Il y avait, en moyenne, un toilette pour 5 maisons.*»

Institut national du travail et du bien être (*sic* !): créé en 1933, aux débuts de la dictature de Salazar, cet organisme est censé veiller à l'application des lois sur la «protection» (traduire le contrôle policier) des travailleurs et des lois à caractère «social» (corporatistes, donc).

Intersindical : «*L'Intersindical naquit en octobre 1970, lorsque les syndicats des métallurgistes, des caissiers de Lisbonne, des filatures de laine et des employés de banque convoquèrent une réunion en présence de treize syndicats et commencèrent à imaginer une structure de coordination des luttes syndicales. L'Intersindical initia une lutte pour le salaire minimum allée à la lutte pour les libertés d'association, d'expression et de réunion. L'action de l'Intersindical continua jusqu'en avril 1974, date à laquelle elle se transforma en Centrale unique des travailleurs, au sein de laquelle le PCP exerça une influence beaucoup plus grande que celle qu'il avait eue dans le mouvement ayant donné naissance à cette structure.*» (Mendes Abadia, 2010).

Junta de Salut National (Junta de Salvação Nacional : Après le coup d'Etat du 25 avril 1974, la Commission de coordination du programme du MFA remit le pouvoir à la Junta de salut national (JSN) composée de 7 officiers provenant de l'armée de terre (le général Spínola, également président de la Junta ; le général Costa Gomes et le général de brigade Silvério Marques) ; de la marine (les capitaines Rosa Coutinho et Pinheiro de Azevedo) et de l'armée de l'air (le colonel Galvão de Melo et le général Neto). La Junta dirigea la République collectivement, puis désigna Spínola comme chef de l'État en mai. Ce dernier démissionna après le coup raté du 28 septembre 1974 ainsi que ses compères Silvério Marques, Neto et Galvão de Melo, remplacés par cinq autres officiers. La Junta exista jusqu'à la tentative de coup d'État du 11 mars 1975, et fut remplacée par le Conseil de la Révolution qui, lui, ne fut dissous qu'en septembre 1982.

Legião Portuguesa : organisation paramilitaire créée en 1936. Cette milice chargée de la défense civile pendant la seconde guerre mondiale collaborait avec la PIDE en mobilisant des informateurs et servait aussi à réprimer les manifestations et les grèves.

LUAR (Ligue d'unité et d'action révolutionnaire) (1967-1976): petit groupe d'extrême gauche, «guévariste», prônant la lutte armée et procédant à des expropriations de banques. «*La LUAR, autre groupe militariste, a connu des transformations profondes (apport d'ex-maoïstes notamment). La LUAR a une structure organisationnelle beaucoup moins rigide que celle du PRP et c'est ce*

¹⁹ Article d'Helena Vilaça tiré de *Associativismo e movimentos sociais – modalidades de participação*, Faculté de lettres de Porto 1994, <https://ler.letras.up.pt/uploads/ficheiros/1318.pdf>.

qui explique le rôle de nombre de ses groupes locaux dans les occupations de terres, de palais et de maisons vides » dans les années 1974-1975 (Bernardo, 1975). Deux des fondateurs terminèrent l'un au PPD-PSD, l'autre au PS.

Maia, Salgueiro (1944-1992): fils de cheminot, cet officier participa à la guerre coloniale et adhéra au mouvement des capitaines en 1973 qui devint le MFA. Il commanda la colonne blindée qui força la reddition de Caetano et réussit à éviter un bain de sang le 25 avril par son sang-froid et ses capacités à négocier. Son refus d'accepter un certain nombre de postes prestigieux (membre du Conseil de la Révolution*, attaché militaire, gouverneur civil) contribua également à lui procurer la stature d'un «héros» sympathique, personnage de romans, de films et de séries.

Maison du peuple (Casa do povo) : structure associative locale de l'*Estado Novo*, État corporatiste mis en place en 1933 par Salazar. Cette structure, très présente dans les campagnes, prétendait à la fois animer la vie économique, sociale et culturelle et «défendre les intérêts» des travailleurs agricoles (ceux que le régime fasciste jugeait légitimes), tout en fournissant des services d'assistance sociale... très réduits.

Maison des pêcheurs : élément de base du contrôle territorial, tout comme les maisons du peuple dans les campagnes, il est censé organiser ensemble les pêcheurs, les entreprises de pêche, les amateurs et les propriétaires de bateaux pour «aider» (surveiller attentivement) les marins, distribuer quelques aides sociales, et organiser les ventes de poissons. Ces maisons ont disparu en 1976 pour être remplacées par des caisses de prévoyance et d'allocations familiales pour les pêcheurs professionnels.

Marcelismo : politique mise en œuvre par Marcelo Caetano, ministre des Colonies, qui devint président du Conseil en 1968 suite à la maladie, puis la mort du dictateur Salazar, au pouvoir depuis 1926

Marques, Jaime Silvério (1915-1986) : gouverneur de Macao, membre de la haute bureaucratie militaire, il est nommé commandant en Angola, puis collabore avec Spinola en Guinée. Arrêté le 25 avril par des militaires rebelles, il est libéré aussitôt pour devenir... l'un des 7 membres de la Junte de salut national ! Il en sera écarté après la tentative ratée de manifestation de la «majorité silencieuse», à la fin septembre 1974.

Mau-Mau, révolte des : mouvement paysan insurrectionnel survenu durant les années 1952-1956 au Kenya. Expropriés de leurs terres, les Kikuyu se révoltent contre la colonisation. Comme l'armée britannique est beaucoup mieux équipée et expérimentée, elle se livre à une répression sanglante et à des dizaines de milliers d'arrestations.

Melo, Galvão de (1921-2008): militaire membre de la Junte de salut national en 1974, il en est exclu par la «gauche» militaire après le 28 septembre 1974 Député apparenté au CDS puis candidat aux présidentielles de 1980.

Melo Antunes, Ernesto Augusto de (1933-1999): envoyé trois fois combattre en Angola entre 1963 et 1973, il est le co-auteur de plusieurs documents programmatiques du MFA. Ministre dans les 2^e et 4^e Gouvernements provisoires, il fit partie du Conseil des Vingt, et du Conseil de la Révolution. «[...] il présenta un plan à la veille du coup d'État du 11 mars 1975, qui devint le Deuxième Programme du MFA ; «ce plan prenait en compte l'importance du capitalisme privé et d'un Etat qui jouerait le rôle d'un mécanisme de contrôle et de redistribution du capital entre différents secteurs dont le MFA déciderait quels étaient les plus essentiels» (Mailer, 1978). Le plan de Melo Antunes cherchait à établir un compromis avec les monopoles : seulement 51% des grands monopoles seraient nationalisés ; ils continueraient à préserver leur domination mais devraient accepter d'améliorer un peu la condition des travailleurs. En raison de l'opposition populaire, le coup d'État de Spinola fut étouffé le 11 mars 1975 et, dès lors, le MFA assumait ouvertement le contrôle du gouvernement.» (Mendes, Abadia, 2012). Par la suite, Melo Antunes, fut l'un des principaux rédacteurs du «Document des Neuf» en août 1975 et rejoignit officiellement le PS en 1991.

Mello : Propriété de la famille Mello, «la CUF est à la tête du plus puissant groupe industriel portugais: il détient plus du dixième du capital social de toutes les sociétés portugaises. A partir d'une usine de savon créée en 1864, la CUF a progressivement étendu ses activités à l'industrie chimique, à l'industrie textile, à la cellulose, au papier, puis à l'industrie métallurgique, aux chantiers navals, aux transports maritimes, au raffinage du pétrole et à la pétrochimie. Elle contrôle la première banque d'affaires du pays (Banco Totta e Açores), le groupe d'assurances le plus actif, l'industrie alimentaire et la construction immobilière, possède des chaînes de supermarchés, d'hôtels, de restaurants et de casinos²⁰.» Évidemment la CUF s'intéresse aux colonies, donc à l'Angola, où elle investit dans «le secteur bancaire, le commerce, les plantations, le cuivre, la chimie, le textile, le matériel électrique et électronique». Lors de sa nationalisation en 1975 le groupe Mello regroupait 180 entreprises, plus de 110 000 salariés et son activité 5% du PIB de l'époque. Et il continue à prospérer²¹.

²⁰ *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1975/6, n° 672, *op. cit.*

²¹ Cf. sur son site officiel : la liste des entreprises qu'il contrôle : <https://www.josedemello.pt/empresas/>.

MES (Movimento da Esquerda Socialista): ce petit parti créé en février 1975 regroupant des ex-membres de la CDE, des étudiants et des syndicalistes catholiques de gauche se réclame au départ du marxisme et de la dictature du prolétariat. Certains de ses militants occupaient des postes influents au sein du MFA. Par la suite de nombreux cadres du MES ont rejoint le Parti socialiste.

MFA (Movimento das Forças Armadas) : formé au départ par de jeunes capitaines engagés dans les guerres coloniales, ce groupe de militaires s'opposa de plus en plus au régime de Salazar/Caetano et finit par le renverser le 25 avril 1974. Traversé par plusieurs tendances politiques dès le départ (de la droite à l'extrême gauche), il exerça le pouvoir jusqu'en novembre 1975. Sur les cinq premiers Gouvernements provisoires, quatre furent dirigés par le général Vasco Gonçalves, proche du PCP. Les deux présidents de la République (les généraux Spínola et Costa Gomes) durant ces deux ans furent nommés par les sept membres de la Junte de salut national*, issue du MFA, puis par le Conseil de la Révolution*. Rappelons que jusqu'en 1986 – année de l'intégration du Portugal dans la Communauté économique européenne –, le président de la République fut un militaire (le général Ramalho Eanes)

MPLA : né en 1956 de la fusion entre le Parti communiste angolais et le Parti de la lutte unifiée pour les Africains en Angola, par des militants angolais, mozambicains, bissau-guinéens et cap-verdiens, le MPLA conquiert le pouvoir en 1975, tout en combattant deux autres mouvements, l'UNITA et le FNLA, soutenus par les Etats-Unis, l'Afrique du Sud et le Zaïre (mais aussi la France). La guerre civile entre ces organisations durera jusqu'en 2002.

MRPP/PCOP (Mouvement de réorganisation du parti du prolétariat/Parti communiste ouvrier portugais) : ce groupe maoïste créé en 1970, « *résulte de la fusion d'un groupe étudiantin (EDE) et d'un secteur des jeunesses ouvrières du PCP. C'est le seul groupe maoïste de cette période qui a une petite implantation ouvrière mais il la perdra assez vite* » (Bernardo, 1975). Rebaptisé PCTP en décembre 1976, il s'est fait connaître par ses peintures murales dans les années 1974/1975 et ses violents discours contre le PCP. « *Le MRPP refuse toute alliance et combat toute autre organisation. Tout ce qui naît en dehors de son influence est considéré comme réactionnaire ou inexistant. Il se désintéresse des commissions de travailleurs. Le MRPP est une organisation activiste qui déploie une intense activité publicitaire et c'est ce qui explique la renommée mondiale d'une organisation dont l'importance effective est minime.* » (idem)

Neto, Manuel Diogo (1924-1995) : fidèle serviteur du régime salazariste dans les colonies (Angola, Guinée Bissau et Mozambique), il est grimpe tous les échelons jusqu'à celui de général en 1973 ; politiquement proche de Spínola, il occupera le poste chef d'état-major de l'armée de l'air, entre le 29 avril 1974 et le 29 septembre 1974, et demandera sa retraite deux jours après que Spínola eut échoué, une première fois, à renverser le régime issu du 25 avril..

Neto, Agostinho (1922-1979): médecin et militant emprisonné à plusieurs reprises avant l'indépendance, il dirige le MPLA, soutenu par l'URSS et Cuba, et devient le premier président de la République populaire d'Angola en 1975.

PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert): parti politique créé en 1956 et soutenu par l'URSS. En Guinée continentale, ses 10 000 soldats combattent les 35000 soldats portugais. Une fois l'indépendance acquise, il se transforme en PAICV (Parti pour l'indépendance du Cap-Vert) en 1980, suite à la séparation avec la Guinée-Bissau. Il dirige seul le pays jusqu'en 1990, date à partir de laquelle il alterne au pouvoir avec le Mouvement pour la démocratie.

Palma Carlos, Adelino (1905-1992): professeur d'université, avocat de nombreux opposants (modérés) au salazarisme, lié à d'importants groupes capitalistes, il est choisi par Spínola comme Premier ministre du 1^{er} Gouvernement provisoire (du 16 mai au 18 juillet 1974). Il fonde le PPD en 1975

Partido Liberal : parti d'extrême droite, fondé le 28 mai 1974 par des salazaristes et des dissidents monarchistes il est opposé à la décolonisation. Organisateur de la manifestation de la «majorité silencieuse» prévue le 28 septembre 1974, il est interdit suite à l'échec de ce coup politique

Partido do Progresso/Movimento federalista português : parti d'extrême droite, composé de «nationalistes-révolutionnaires» et de monarchistes, créé le 6 mai 1974 et opposé à l'indépendance des colonies. «*Le MFP entretient des relations étroites avec les associations de colons blancs [...] La défense de l'empire colonial portugais était la principale priorité politique du MFP-PP, qui prônait "l'autodétermination du Portugal à travers une fédération intégrée" et la sauvegarde de son autonomie face à la convoitise géopolitique des grandes puissances de l'époque – les États-Unis et l'Union soviétique. Utilisant le langage des mouvements de libération, le MFP le subvertit [...] ; sous un nouveau discours, d'apparence démocratique et d'essence néo-fasciste, il ne fait que continuer à proposer l'idéal impérialiste de la nation une et indivisible qui caractérisait la propagande de l'Estado Novo. [...] Le MFP-PP a été déclaré illégal à la suite de l'échec de la tentative de coup d'État, le 28 septembre 1974 [...]. Certains cadres de ce mouvement-parti ont ensuite rejoint les réseaux de bombes de l'ELP et du MDLP [...]. Après le 25 novembre 1975, les militaires du MFA ont conclu un pacte avec ces éléments, leur accordant une amnistie de facto afin qu'ils déposent les armes et retournent au Portugal [...]. Peu d'auteurs*

d'attentats ont été traduits en justice et la plupart n'ont pas été condamnés, certains d'entre eux retournant finalement à la vie universitaire et/ou professionnelle et rejoignant les rangs du CDS-PP et du PSD²²»

PCP : le Parti communiste portugais «fut fondé en 1921 ; il défendit une stratégie favorable à la constitution d'un Front populaire et d'un grand bloc démocratique d'opposition au fascisme ; ce parti exerça une influence considérable sous le salazarisme, et bénéficia d'un soutien important parmi les intellectuels, les étudiants, les ouvriers et les paysans. [...] Pendant la période fasciste, le Parti communiste fut l'organisation politique clandestine la plus influente et la mieux organisée. Les déplorables conditions de vie des travailleurs et le rôle du Parti communiste dans l'Alentejo stimulèrent une forte conscience politique qui se manifesta clairement après le changement du régime politique, en 1974. [...] le PCP dénonça constamment l'extrême gauche, même si, à plusieurs reprises, ce parti fut amené à rechercher des alliances. Mais la radicalisation ouvrière dont le PCP avait tellement peur eut également des échos en son sein» (de nombreux militants d'extrême gauche militèrent d'abord au Parti avant d'en être exclus et de rejoindre des organisations maoïstes ou autres). «Cela explique pourquoi ce parti créa une organisation armée, apparemment indépendante mais qui suivait la même ligne que celle du Comité central, étant donné qu'elle était son bras armé. [...] Ainsi la direction du PCP envoya un groupe de militants suivre une formation militaire à Cuba ; parallèle à sa structure, cette organisation créée en 1968 s'appela d'abord les Forces armées de libération (FAL) ; elle entretenait des relations avec la LUAR, avant d'être rapidement démantelée. Durant les années suivantes, le PCP mena des actions armées et consolida l'Action révolutionnaire armée (ARA, créée en 1970). Deux membres du PCP appartenaient à son Commandement central.» (Mendes Abadia, 2010). S'il comptait environ 3 000 membres en 1974, le PCP en revendique 50 000 aujourd'hui et a 6 députés sur 230 au Parlement.

PDC (Partido da democracia cristã) : créé le 10 mai 1974, il a une petite implantation dans le Nord. Suspendu pour avoir soutenu la tentative de coup d'État du 11 mars 1975, ce parti a continué à sévir jusqu'en 2004. Son idéologie officiellement démocrate-chrétienne cachait mal ses affinités avec le salazarisme : nécessité d'une société hiérarchisée, coopération entre les classes, primauté de la «morale» et de la foi, financement par l'État de l'école privée, opposition à la décolonisation au nom d'un impossible «fédéralisme», etc.

PIDE (Police internationale de défense de l'État) : si, sous la dictature de Salazar, les services de police politique changèrent plusieurs fois de nom, la PIDE est la plus tristement célèbre d'entre elles. Elle fut fondée en 1945, pour être remplacée en 1969 par la DGS, Direction générale de la sécurité, dont les membres tirèrent sur les manifestants le 25 avril 1974. Ses domaines de compétence étaient très larges puisqu'elle s'occupait des passeports, de l'administration des étrangers et des frontières, et intervenait également dans les querelles familiales, les conflits du travail et la surveillance des salariés à l'appel des patrons. Pratiquant fréquemment la torture, habilitée à garder les personnes en prison même si elles étaient acquittées, elle avait ses propres locaux (à Aljube, Caxias et Angra do Heroísmo) qui étaient des lieux de détention préventive... renouvelable. Elle n'hésitait pas à liquider les opposants politiques et à payer des informateurs au Portugal mais aussi dans d'autres pays, à commencer par la France. Elle intervint aussi dans les colonies contre les mouvements de libération. «La répression de la PIDE/DGS était sélective : entre 1945 et 1974, sur environ 15 000 détenus, il y eut une moyenne d'environ 400 détentions politiques par an. Il y a cependant eu des périodes marquées par des "pics" de détentions plus accentuées, à savoir entre 1946 et 1954, en 1958 et 1959 et entre 1961 et 1964²³»

Pinay, Antoine (1891-1994) : maire, député, sénateur avant la seconde guerre mondiale, pétainiste sous Vichy, «résistant» de la dernière heure, il est l'un des fondateurs du Centre national des indépendants et paysans, formation de droite qui recycla un certain nombre de partisans de Vichy. violemment anticommuniste, il est hostile à l'indépendance des colonies françaises. Il s'illustre dans la répression des grèves de la SNCF et de la RATP quand il est ministre des Transports en 1950 sous la IV^e République. Il sera ministre des Finances sous les deux Républiques.

Pintado, Xavier (1925- 2016) : technocrate au service du grand patronat et du secteur bancaire, secrétaire d'État au commerce sous le régime de Caetano, prof d'université, économiste et fondateur du CDS en juillet 1974.

Portas, Nuno : architecte, enseignant, il participe aux trois premiers Gouvernements provisoires. Ce membre de la haute technocratie «de gauche» s'intéresse à la politique du logement, à la réhabilitation et à la planification urbaine et la mise à jour de la législation sur l'urbanisme

²² <https://setentaequatro.pt/wiki/movimento-federalista-portugues-partido-do-progresso> .

²³ Irene Flunser Pimentel, « O que foi a PIDE ? Funcões, poderes e métodos », <https://setentaequatro.pt/ensaio/o-que-foi-pide-funcoes-poderes-e-metodos> .

PPD/PSD (Partido popular democrático): fondé en mai 1974, le PPD deviendra en 1976 le Partido social democrata (PSD) même si son adhésion à l'Internationale socialiste fut refusée. Il est dirigé, au départ, par les technocrates et les juristes dits «libéraux» qui voulaient réformer un peu le régime de Salazar puis de Caetano. Après le 25 avril, ce parti combat le PCP, les grèves et les occupations de terres, même si, lors de son congrès de fondation, le PPD alla jusqu'à se prononcer en faveur du passage de la cogestion à l'autogestion ! Il a participé à de nombreux gouvernements depuis 1976, a réussi deux fois à obtenir la majorité absolue au Parlement et a obtenu 77 députés (sur 230), aux dernières élections législatives de 2019.

PRP-BR : groupe guévarisant et tiersmondiste, né dans la clandestinité en 1973 et qui, en raison de ses attaques de banques et de convois de transport de fonds après le 25 avril, mais aussi de ses liens étroits avec la prétendue «gauche militaire», fut obligé d'arrêter ses activités en septembre 1978, lors de l'arrestation de ses dirigeants, et de se dissoudre en juin 1980. *«Sous Caetano, les BR se [livraient] exclusivement à des sabotages de l'appareil militaire colonialiste, sans être jamais pris par la PIDE. Les BR se [convertirent] en PRP fin 1973. Après le 25 avril les BR ont cherché à concilier les structures hiérarchisées et autoritaires d'un parti avec la défense de la lutte autonome des travailleurs, des comités d'usine. Mais [...] il est impossible de concilier ses structures organisationnelles avec le type de pratique des commissions de travailleurs»* (Bernardo, mai 1975)

PSP (Police de sécurité publique) : créée en 1867, elle dépend du ministère de l'Intérieur. Elle est censée «assurer l'ordre» dans les zones urbaines tandis que la GNR s'occupe des zones rurales.

Quina, Miguel : membre du conseil d'administration de la banque Borges e Irmão, l'un des principaux groupes économiques portugais avant 1974. Ce groupe contrôlait le Banco Borges & Irmão (fondé à Porto en 1874), la MABOR (société créée en 1938 et dotée en 1946 d'une usine fabriquant des pneus à Famalicão), la compagnie d'assurance Atlas, Icesa (construction et installations touristiques), la Companhia Portuguesa de Cobre (cuivre), Lanifícios da Covilhã (laine) et le Banco Comercial e Industrial de Angola, et il avait aussi investi dans deux quotidiens.

SAAL : «[...] le Fonds de développement du logement (FFH), organisme public de financement, lança, le 6 août 1974, le SAAL (Service ambulatoire de soutien local). Cette institution était composée d'un personnel technique spécialisé censé soutenir, à travers les mairies, les initiatives des populations mal logées, afin de collaborer à la transformation de leurs propres quartiers en utilisant les ressources existantes et éventuellement des investissements» (Lúcia Bruno, 1983). Le projet du SAAL visait à institutionnaliser le mouvement social dans les quartiers et à empêcher les «occupations sauvages» qui contribuaient à une instabilité sociale nuisible pour le Gouvernement provisoire. Cet organisme était chargé de surveiller le choix des terrains destinés à l'implantation de quartiers d'habitation ; la mise en place des infrastructures – un système d'épuration minimal des eaux usées ; l'attribution des financements, le contrôle des normes et des types de crédits accordés aux habitants ; enfin, il prenait des mesures de planification urbaine qui, en général, avaient été prévues avant le 25 avril 1974. Ce projet, lancé par l'architecte Nuno Portas, proche de la gauche socialiste, correspondait à la nécessité de chercher une solution rapide pour régler le problème du logement. Le pouvoir n'avait pas les moyens financiers et politiques de s'engager dans un programme classique de construction de logements. C'est pourquoi le SAAL défendit l'idée de l'auto-construction» (L. Leitão, A. Dias, J. Manuel et L. Dianoux, 1980).» (Mendes Abadia, 2012)

São Tomé : cette île proche du Gabon fut une colonie portugaise à partir de 1470, tout comme l'île de Principe, proche de la Guinée équatoriale, et servit au commerce triangulaire de la traite négrière. Même si l'esclavage y fut aboli en 1876, le travail forcé continua à être pratiqué, ce qui provoqua la révolte de Batepá en 1953. L'archipel de São Tomé e Principe devint indépendant en 1975.

Sarmento Rodrigues, Manuel Maria (1899-1979) : franc maçon, vice-amiral, administrateur colonial (gouverneur en Guinée puis au Mozambique), ministre des Colonies et auteur de nombreux ouvrages historiques, ce représentant parfait du paternalisme colonialiste était surnommé (sans rire) «l'amiral humaniste» par ses admirateurs.

SEDES (Associação para o Desenvolvimento Económico e Social): cette « association pour le développement économique et social» créée en 1970 regroupe des technocrates de gauche, du centre et de droite, qui se disent «humanistes» et que l'on a fréquemment retrouvé dans les gouvernements et les cabinets ministériels après le 25 avril.

Siderurgia Nacional : la société est créée en décembre 1954 dans le cadre du premier «plan de développement» de l'Estado Novo. L'entreprise elle-même est inaugurée en 1961 en présence du président de la République. Comme le déclare le ministre de l'Économie «Un pays sans aciérie n'est pas un pays, mais un jardin potager.» Pour que Antonio Champalimad puisse pleinement bénéficier de son cadeau de Noël Salazar lui accorde la concession et la licence pour l'exploitation exclusive de l'industrie sidérurgique au Portugal pendant dix ans. Elle sera nationalisée en 1975 puis de nouveau privatisée en 1994. Elle s'appelle aujourd'hui SN Seixal, et est contrôlée par l'entreprise espagnole Megasa.

Soares, Mário (1924-2017) : enseignant, avocat, député, puis ministre dans plusieurs gouvernements après 1974. Premier ministre à deux reprises et président de la République de 1986 à 1996. Militant de base au PC, puis cadre de différentes organisations servant de paravents aux staliniens, il est exclu en 1951 et fonde Resistência Republicana e Socialista en 1953. Emprisonné pendant trois ans, il est candidat en 1969 dans une coalition électorale avec des catholiques antifascistes, des socialistes anticommunistes et des monarchistes constitutionnels mais finit par s'exiler en France l'année suivante. Après le 25 avril, il défendra une ligne très hostile à toute remise en cause du capitalisme et s'alliera à plusieurs reprises avec les partis de droite pour contrer l'influence du PCP. Il fut l'un des plus ardents défenseurs de l'adhésion du Portugal à la CEE.

Spinola, António Sebastião Ribeiro de (1910-1996): activement engagé dans la guerre en Angola et en Guinée Bissau, il veut «réformer» la domination coloniale, ce qui explique pourquoi il soutient le «mouvement des capitaines», mais son objectif est d'organiser des référendums dans les colonies et d'imposer une période de transition. Nommé président de la Junte de salut national le 25 avril 1974, puis président de la République le 15 mai 1974, il tente à deux reprises de briser l'alliance entre le MFA et les partis de gauche (et certains partis de droite), le 28 septembre 1974 et le 11 mars 1975. Il s'enfuit après l'échec du coup d'Etat de 1975 en Espagne puis au Brésil et complète pour renverser le pouvoir. Il revient néanmoins au Portugal en 1976, est promu maréchal en 1981 et décoré par le socialiste Mário Soares en 1987 !

Tomás, Américo (1894-1987): engagé dans la marine, il est élu président de la République en 1958 avec le soutien de Salazar, poste qu'il occupe jusqu'au 25 avril 1974. Il part en exil quelques années mais revient au Portugal en 1980 pour y mourir quasiment dans la misère si l'on en croit la notice fort complaisante de Wikipedia en portugais !

Toralta : «Club international de vacances» créé par Agostinho da Silva qui investit massivement au sud du Portugal, en Algarve, dans le tourisme et fut un pionnier du «capitalisme populaire», en clair du mirage du petit actionariat. La société existe toujours aujourd'hui, même si elle a connu beaucoup de péripéties.

Torres Campos, José de Melo (1932-2019) : ingénieur, directeur de l'Institut national de recherche industriel et directeur général de l'Industrie sous le régime Caetano, il devient secrétaire d'État à l'Energie dans les trois premiers Gouvernements provisoires. Il sera ensuite député socialiste (1976-1980), puis occupera alternativement des postes de direction dans les secteurs public et privé.

UNITA (União Nacional para a Independência Total de Angola): ce mouvement de libération soutenu par la Chine puis l'Afrique du Sud, les Etats-Unis, le Zaïre et la France tirait ses ressources du contrôle d'une partie des mines de diamant et du trafic d'ivoire, ce qui lui permit de lutter militairement contre le MPLA au pouvoir. Il s'est transformé en parti politique en 1992, et a remporté 90 sièges sur 220 aux élections de 2022.

Vilar, Emilio Rui da Veiga Peixoto (1939-): directeur de banque, il est secrétaire d'État au commerce extérieur et au tourisme dans le premier Gouvernement provisoire, avant de devenir successivement ministre de l'Économie dans les 2^e et 3^e Gouvernements provisoires, député du PS, ministre des Transports et des Communications du premier gouvernement constitutionnel (1976-1978). Il occupera ensuite différentes fonctions importantes dans le secteur bancaire et aussi, en parallèle, dans le domaine de la gestion culturelle, dans le public et le privé (théâtres et fondations).

OUVRAGES ET ARTICLES CITES :

Maria Antónia Pedrosa de Lima (2003), *Grandes famílias, grandes empresas. Ensaio antropológico sobre uma elite de Lisboa*, Etnografica Press, 2003 (disponible sur books.open.edition.org)

Danubia Mendes Abadia (2010), *Combate et les luttes sociales pour l'autonomie au Portugal durant la «Révolution des œillets» (1974-1978)*, travail universitaire présenté en 2010 et traduit dans *Portugal, la révolution oubliée*, tome I, Éditions Ni patrie ni frontières, 2018

Portugal, l'autre combat : classes et conflits dans la société, de F. Avila, C. Ferreira, B. Lory, C. Orsoni et Charles Reeve (Éditions Spartacus en juin 1975, disponible en ligne).

Raquel Varela, *História do Povo na Revolução Portuguesa, 1974-1975*, Bertrand Editora, 2014 (*Peuple en révolution. Portugal 1974-1975*, Agone, 2018, traduit par Hélène Melo)

Phil Mailer, *Portugal 1974-1975, révolution manquée ?*, Les nuits rouges, 2019

João Bernardo, « De l'illégalité à la légalité », *Combat communiste*, mai 1975